

**REHABILITATION THERMIQUE ET RENOVATION
DE LA CASERNE LE PRE DE PÂQUES
« GENDARMERIE DE BRIGNOLES »
185 AVENUE JEAN MOULIN – 83170 BRIGNOLES**

**PLAN GENERAL DE COORDINATION
EN MATIERE DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE**
Niveau 2

MAITRE D'OUVRAGE :



**SGAMI SUD
2, Boulevard Baratier- 13014 MARSEILLE**

MAITRE D'ŒUVRE :



Architectes
& associés

28, Place Saint-Pierre- 83170 BRIGNOLES

COORDONNATEUR SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE :

**PHASES DE CONCEPTION & REALISATION
AASCO MEDITERRANEE
42 Avenue Maréchal Foch- 06000 NICE**

**Coordonnateur SPS
Mr. Philibert SILVESTRO
06 14 27 16 32**

AASCO MEDITERRANEE
42 Av. Maréchal Foch
06000 NICE
Tél : 04 90 28 71 56
Port : 06 14 27 16 32
789 249 745 RCS NICE

MISES A JOUR

Indice	Date	ntitulé	Concerne les pages
A	09/06/2025	Document établi sur la base du Dossier Technique.	Toutes les pages
B	17/06/2025	Modifications apportées à la demande du MOA.	Toutes les pages

SOMMAIRE

0. PREAMBULE.....	5
0.1. OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION	5
0.2. FONCTIONNEMENT.....	5
0.3. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION	5
0.4. DUREE DE FONCTIONNEMENT.....	6
0.5. TABLEAUX RECAPITULATIFS	6
0.6. MOYENS ET AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS DONNES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	6
1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE.....	7
1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION.....	7
1.2. INTERVENANTS DE L'OPERATION	10
1.3. FORMALITES ADMINISTRATIVES - REGLEMENTATION.....	13
2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR	14
2.1. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SES SERVITUDES	14
2.2. ACCES AU CHANTIER	14
2.3. PRESENCE DE MATERIAUX A RISQUES PARTICULIERS	15
2.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER	16
2.5. INSTAURATION D'UN GARDIENNAGE	19
2.6. ORGANISATION DES TRAVAUX.....	19
3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT.....	21
3.1. LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES	21
3.2. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS, EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE L'INTERFERENCE DES APPAREILS DE LEVAGE SUR LE CHANTIER OU A PROXIMITE, AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES.....	21
3.3. LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES.....	22
3.4. LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES	22
3.5. LES MESURES PRISES EN CAS D'INTERACTION SUR LE SITE	22
3.6. LES MESURES DE PROTECTION INDIVIDUELLE	25
3.7. CONSIGNES SPECIFIQUES TRAITANT LA CO-ACTIVITE LOT PAR LOT	25
4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER.....	33
4.1. ENVIRONNEMENT.....	33

4.2.	RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE.....	33
4.3.	CIRCULATIONS LIMITROPHES	33
4.4.	PRESENCE DE CHANTIER A PROXIMITE.....	33
4.5.	EVOLUTIONS PREVISIBLE ET/OU IMPREVISIBLE DES ACTIVITES LIMITROPHES	34
4.6.	PERMIS FEU.....	34
5.	LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT	35
5.1.	NETTOYAGE GENERAL DU CHANTIER	35
5.2.	LITIGE.....	35
5.3.	CONTRAINTES LIEES A L'ENVIRONNEMENT	35
6.	LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE.....	36
6.1.	ORGANISATION DES SECOURS.....	36
6.2.	ORGANISATION DE LA PROTECTION INCENDIE.....	37
7.	LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES ATTRIBUTAIRES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	39
7.1.	NOTION IMPORTANTE	39
7.2.	MISSION ET AUTORITE DU COORDONNATEUR.....	39
7.3.	ENTREPRISES DESIGNEEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	39
7.4.	SOUS TRAITANTS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS.....	39
7.5.	UTILISATION DE PERSONNEL INTERIMAIRE	40
7.6.	FORMALITES ADMINISTRATIVES.....	40
7.7.	UTILISATION DE "PRESTATAIRE DE SERVICE ".....	41
7.8.	OBLIGATION DES ENTREPRISES.....	41
7.9.	MODIFICATION DE PLANNING, MOYENS et MODES OPERATOIRES	41
7.10.	SUIVI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL	41
7.11.	LOCATION DE MATERIEL (AVEC OU SANS CHAUFFEUR)	42
7.12.	CONVENTIONS INTER-ENTREPRISES.....	42
7.13.	PLAN PARTICULIER DE PROTECTION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE	42
7.14.	CHANTIER SOUMIS A LA CONSTITUTION D'UN COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL - C.I.S.S.C.T. -.....	48
8.	ANNEXES.....	55

Annexe 1 : Fiche « EN CAS D'ACCIDENT »

Annexe 2 : Modèle de « FICHE D'ACCUEIL DU PERSONNEL »

Annexe 3 : Diagnostics Amiante – Plomb



CARTE BTP D'IDENTIFICATION PROFESSIONNELLE VISIBLE OBLIGATOIRE DEPUIS LE 01/10/2017 SUR TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL

(pour tous : salariés, salariés intérimaires, salariés intérimaires détachés)

Le port de la carte BTP est obligatoire pour l'ensemble des intervenants travaillant sur le chantier. Celle-ci devra être apposé de façon visible sur les vêtements de travail ou le casque et comporter les informations suivantes :

- Nom et prénom du salarié
- Nom de l'entreprises (ou du sous traitant)

Le Maître d'œuvre comme le Coordonnateur SPS ont tous les deux « Autorité » pour contrôler le port de la carte BTP.

Tout intervenant ne portant pas la carte BTP sera exclu du chantier.

0. PREAMBULE

0.1. OBJET DU PLAN GENERAL DE COORDINATION

Le présent plan a pour objet l'application du décret n° 94 1159 du 26 décembre 1994 visant à définir l'ensemble des mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement des risques pour les autres entreprises.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est complété et adapté en fonction de l'évolution du chantier et de la durée effective à consacrer aux différents types de travaux en phases de travail. Ces modifications sont portées à la connaissance des entreprises.

Le plan général de coordination, en matière de sécurité et protection de la santé, sera joint aux documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé intègre notamment, au fur et à mesure de leur élaboration et en les harmonisant, les plans particuliers de sécurité et de santé.

Le Maître d'Ouvrage est tenu sur simple demande de l'adresser aux organismes sociaux professionnels de prévention.

0.2. FONCTIONNEMENT

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé est joint aux autres documents remis par le Maître d'Ouvrage aux entrepreneurs qui envisagent de contracter.

Tenu à disposition sur le chantier, il peut être consulté par les organismes appelés à intervenir ainsi que par les membres du Collège Interentreprises de Sécurité et de Santé.

Etabli dans la phase de consultation des entreprises, le Maître d'Ouvrage est tenu de l'adresser, sur leur demande, aux organismes sociaux professionnels de prévention.

0.3. PRINCIPES GENERAUX DE PREVENTION

Le Plan Général de Coordination est fondé sur les Principes Généraux de Prévention inscrits dans le Code du Travail (article L4121-2)

- 1. Eviter les risques**
- 2. Evaluer les risques qui ne peuvent pas être évités**
- 3. Combattre les risques à la source**
- 4. Adapter le travail à l'homme**
- 5. Tenir compte de l'évolution de la technique**
- 6. Remplacer ce qui est dangereux par ce qui ne l'est pas ou par ce qui l'est moins**
- 7. Planifier la prévention**
- 8. Donner la priorité aux mesures de protection collective**
- 9. Former et informer les salariés sur les risques et leur prévention**

Les principes 1 – 2 – 3 – 5 – 6 – 7 et 8 sont applicables au Maître d'Ouvrage, au Maître d'œuvre et au Coordonnateur SPS ; les principes 1 – 2 – 3 – 4 – 5 – 6 – 7 – 8 et 9 sont applicables aux entrepreneurs ; les principes 1 – 2 – 3 – 5 et 6 sont applicables aux travailleurs indépendants.

0.4. DUREE DE FONCTIONNEMENT

Le Plan Général de Coordination en matière de sécurité et de protection de la santé tenu par le coordonnateur pendant toute la durée du chantier, doit être conservé 5 années par le Maître d'Ouvrage à compter de la date de réception du bâtiment.

0.5. TABLEAUX RECAPITULATIFS

Pour faciliter la prise en compte des mesures de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé, le présent P.G.C. comprend les tableaux d'analyse de risque lot par lot

Chaque entreprise traitante ou sous-traitante et chaque travailleur indépendant intervenant sur le site, doit prendre connaissance de l'intégralité des tableaux afin de faciliter l'élaboration de leur P.P.S.P.S. et être averti des conditions d'organisation du chantier

0.6. MOYENS ET AUTORITE DU COORDONNATEUR SPS DONNES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Afin que soient mises en œuvre les mesures utiles à la prévention des risques, le Maître de l'Ouvrage autorise le Coordonnateur SPS à communiquer directement au Maître d'œuvre et à tout intervenant sur le chantier ses observations et/ou notifications.

Dans ses interventions le CSPS ne se substitue pas aux entreprises en ce qui concerne l'exécution des mesures de sécurité qui leur incombent.

Lorsque dans le cadre de sa mission, le CSPS détecte un danger grave et imminent menaçant directement la sécurité des travailleurs, il est autorisé à demander aux intervenants de prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger et notamment d'arrêter tout et/ou partie du chantier.

La notification des demandes est consignée dans le registre journal de la coordination SPS.

Les reprises du chantier, décidées par le Maître de l'Ouvrage et le Maître d'œuvre, après avis du C SPS, sont également consignées dans le registre journal de la coordination SPS.

Le CSPS exclura du chantier toute entreprise intervenante n'ayant pas effectué une visite d'inspection commune préalable aux travaux et n'ayant pas remis son plan particulier de sécurité et de protection de la santé (PPSPS)

L'intervention du CSPS ne modifie ni la nature, ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil conformément à Article L. 4532-6 du Code du Travail.

Article L4532-6 du Code du Travail :

L'intervention du coordonnateur ne modifie ni la nature ni l'étendue des responsabilités qui incombent, en application des autres dispositions du présent code, à chacun des participants aux opérations de bâtiment et de génie civil.

1. LES RENSEIGNEMENTS D'ORDRE ADMINISTRATIF INTERESSANT LE CHANTIER ET NOTAMMENT CEUX COMPLETANT LA DECLARATION PREALABLE

1.1. PRESENTATION DE L'OPERATION

1.1.1. Description du projet

Le projet de réhabilitation énergétique du pôle administratif de la gendarmerie de Brignoles s'inscrit dans une démarche globale visant à moderniser ses infrastructures tout en renforçant son rôle au sein de la ville. Cette intervention architecturale repose sur plusieurs axes stratégiques qui répondent aux enjeux fonctionnels, symboliques et environnementaux du site

1. Recréer un lien entre le pôle administratif et son environnement urbain

L'objectif est de tisser des relations harmonieuses entre le pôle administratif et la ville de Brignoles. Cela passe par une requalification du bâtiment et de ses abords, intégrant des espaces publics accueillants et fonctionnels, favorisant une transition fluide entre l'espace urbain et ce bâtiment institutionnel. Une façade modernisée et respectueuse de l'environnement viendra souligner l'importance de ce lieu tout en l'inscrivant dans le tissu de la ville.

2. Une identité claire et lisible pour le citoyen

La gendarmerie doit d'être identifiable et avoir une symbolique auprès des citoyens. L'architecture sera repensée pour intégrer des éléments distinctifs qui incarnent les valeurs de la gendarmerie : accueil, protection et défense. Une signalétique claire, des matériaux sobres et pérennes, ainsi qu'une organisation spatiale lisible contribueront à renforcer l'image institutionnelle et la reconnaissance immédiate du bâtiment

3. Distinguer le pôle administratif des logements des gendarmes

La réhabilitation visera à dissocier les fonctions administratives des espaces résidentiels attenants. Cette séparation garantira à la fois la confidentialité et la sécurité des gendarmes dans leurs logements, tout en permettant au pôle administratif de remplir pleinement sa mission publique. Cette distinction sera matérialisée par des volumes architecturaux et des cheminements indépendants.

4. Redéfinir les accès pour une meilleure fonctionnalité

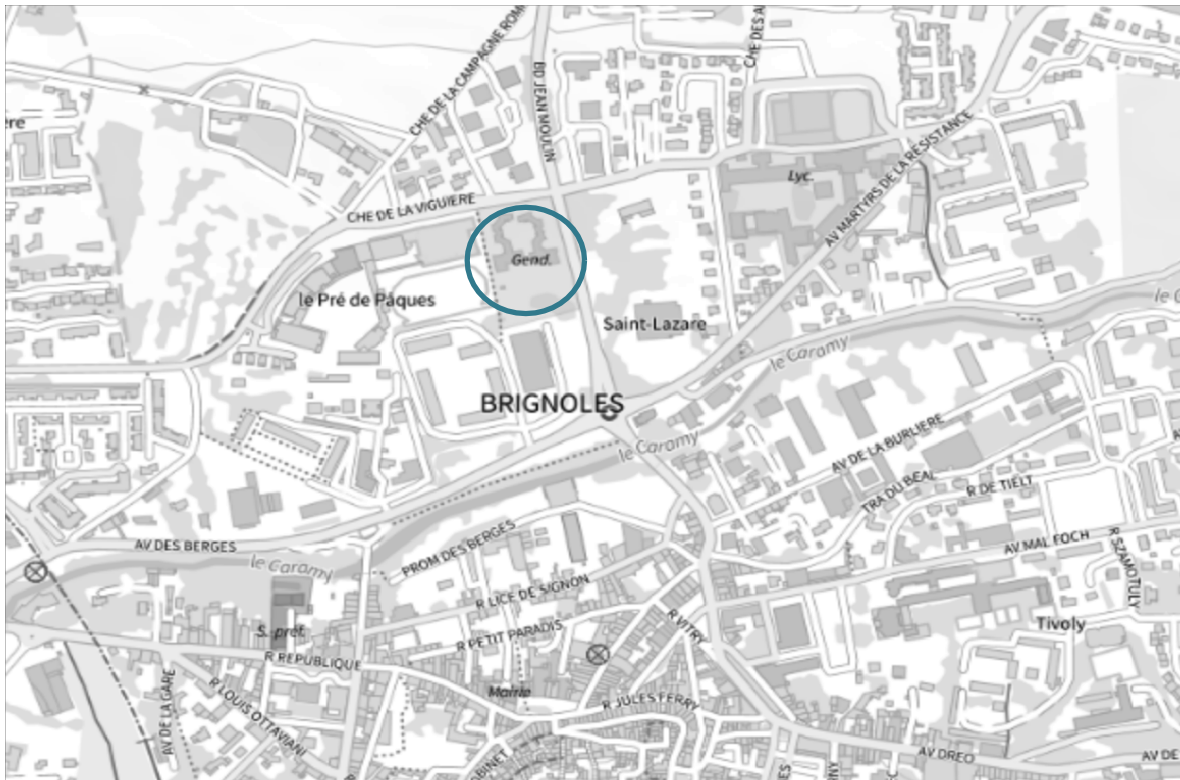
Les usages et les flux seront repensés pour assurer une distinction claire entre les accès publics et ceux réservés aux gendarmes. Un accès citoyen identifiable, sécurisé et accueillant sera aménagé, tandis que des accès distincts et protégés seront créés pour les usages internes. Cette organisation spatiale optimisera la sécurité et le confort de tous les utilisateurs.

5. Protéger et sécuriser les bâtiments

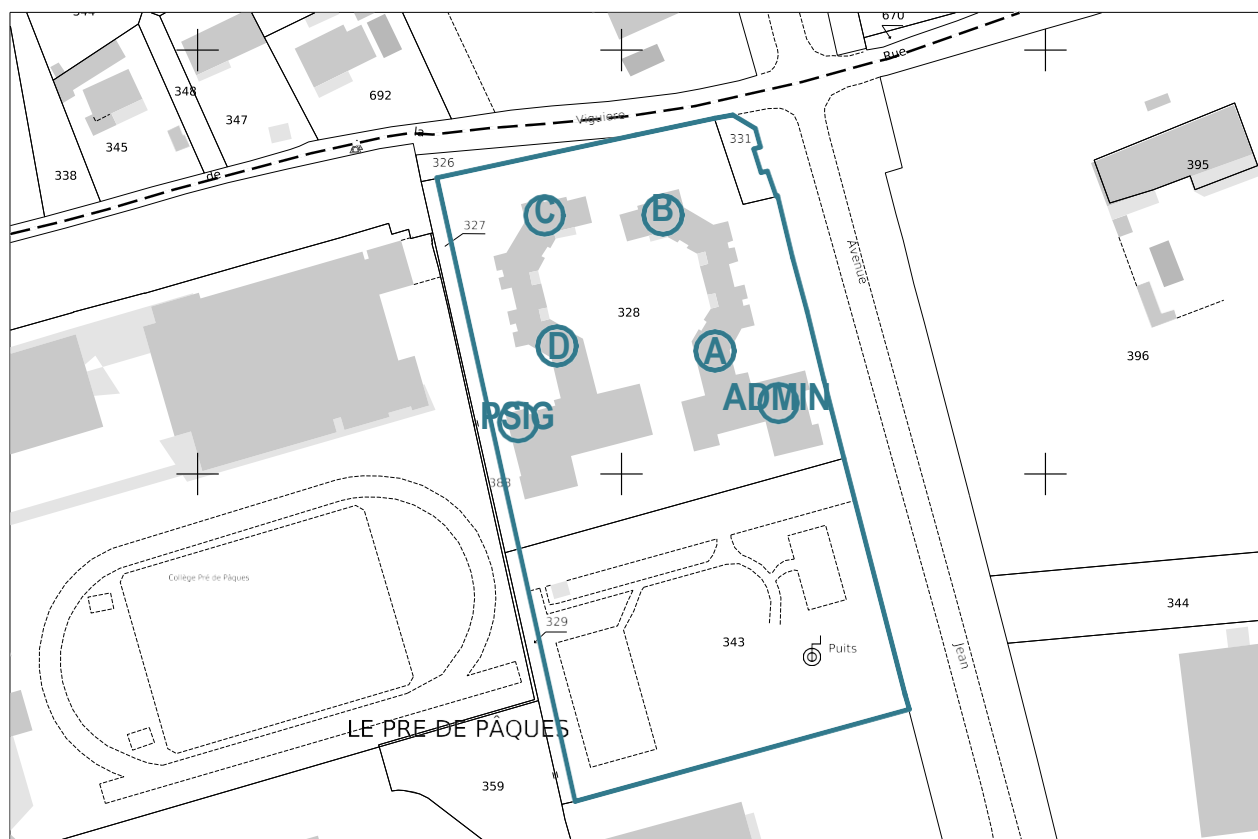
La protection des bâtiments, essentielle pour une infrastructure de ce type, sera assurée par des dispositifs intégrés et discrets. Les solutions existantes (clôtures, contrôle d'accès renforcé et dispositifs anti-intrusion) seront renforcées par des systèmes de protection des baies, intégrés à l'architecture. Ces dispositifs respecteront l'esthétique générale tout en préservant le lien entre le bâtiment et la ville.

1.1.2. Situation géographique

La caserne Le Pré de Pâques de la Gendarmerie de BRIGNOLES est située au 185 Avenue Jean MOULIN.



CADASTRE : section AW n° 328, 331 ET 343 / superficie 11 552 m²



1.1.3. Calendrier prévisionnel des travaux

Date prévisionnelle de début des travaux : 2^{ème} SEMETRES 2025

Délai d'exécution des travaux : 16 mois

▪ **Planning des travaux**

Le planning global du chantier est prévu suivant le dossier d'appel d'offres.

1. période de préparation
2. désamiantage et déplombage si nécessaire en fonction des diagnostics
3. travaux

Le coordonnateur sera destinataire du planning.

▪ **Phasage des travaux**

L'ensemble sera réalisé en une seule tranche.

Pendant toute la durée du chantier, le coordonnateur de Sécurité organise avec les différentes entreprises, y compris sous-traitantes, la coordination de leurs activités simultanées ou successives. A ce titre, chaque entreprise devra intégrer dans son organisation de travail, ainsi que dans le choix des moyens mis à disposition de ses salariés, les modalités retenues par le coordonnateur.

▪ **Consistance des travaux**

Les travaux comprennent :

- **Travaux dans les combles uniquement avec des compagnons formés sous section 4 du code du travail (présence d'amiante => travaux d'isolation des combles et CVC)**
- La mise en place des protections des abords
- La mise en sécurité pour le site occupé
- Vrd – clôtures
- Démolition/Maçonnerie
- Travaux d'isolation thermique
- Peinture de façades
- Etanchéité
- Menuiseries extérieures et fermetures
- Métallerie- serrurerie
- Isolation projetée
- Plâtrerie – cloisons
- Isolation ces combles
- Peinture intérieure
- Menuiseries intérieures bois
- Electricité- courants faibles
- Plomberie , CVC

1.1.4. Prévision des effectifs

En période de pointe l'effectif prévu est estimé de 6 à 18 personnes en période de pointe

Nombre d'entreprises prévisibles : 9 et éventuellement sous traitants

1.1.5. Catégorie de l'opération








Compte tenu de la durée prévisible du chantier et de l'effectif estimé appelé à intervenir, le Maître d'Ouvrage a classé cette opération en **2^{ème} catégorie** au sens de l'article R.4532-1 du code du travail.

1.1.6. Corps d'état















Les travaux seront réalisés dans le cadre de lots séparés.

1.2. INTERVENANTS DE L'OPERATION


1.2.1. Intervenants de la réalisation de l'ouvrage

QUALITE	Adresse	Représentant	Tél/FAX/@
Maître d'Ouvrage 	2 Boulevard Baratier 13014 MARSEILLE	M. SATGER Benoît	 04 91 21 56 14  06 85 89 55 73  benoit.satger@interieur.gouv.fr
Maître d'œuvre 	28 Place Saint-Pierre 83170 BRIGNOLES	M MICHEL Robert M HOUBEN Patrick	 04 94 59 0674  architectes@arch-brignoles.fr














1.2.2. Organismes institutionnels de la prévention

QUALITE	Adresse	Représentant	Tél/FAX/@
D.D.E.T.S du VAR Direction Départementale de l'emploi, du Travail et des Solidarités	Unité de Contrôle Var Centre Section 83-03-08 177 Boulevard Charles BERNIER B.P.131 83071 TOULON Cedex	Inspecteur du Travail	 04 94 09 64 31  04 94 09 65 40  paca-ut83.uc2@direccte.gouv.fr
C.A.R.S.A.T. 83 Caisse d'Assurance Retraite de Santé au Travail	Direction des Risques Professionnels Rue Emile Ollivier La Rode 83000 TOULON	Ingénieur Conseil Mr Julien BONNANS	 0821 10 13 13  04 94 46 89 63  julien.bonnans@carsat-sudest.fr
O.P.P.B.T.P. Organisme Public de Prévention du bâtiment et des Travaux Publics	Direction Régionale Grand Sud 10 Place de la Joliette Les Docks – Atrium 10.6 13002 MARSEILLE	Directeur Régional Mr Marc SOLER	 04 91 71 48 48  04 91 22 66 44
COORDINATION SPS 	AASCO MEDITERRANEE 42 AVENUE MARECHAL FOCH 06000 NICE AASCO MEDITERRANEE Agence du Var 5 BOULEVARD VERDI 83440 MONTAUXOUX	Coordonnateur SPS Conception et Réalisation M Philibert SILVESTRO Suppléant SPS Niveau 1 Mme Valérie PINEDA	 04 90 28 71 56  06 14 27 16 32  philibert.silvestro@aasco.fr  07 86 23 70 19  valerie.pineda@aasco.fr








1.2.3. Administrations et collectivités






QUALITE	Adresse	Représentant	Tél/FAX/@
MAIRIE VILLE DE BRIGNOLES	9 Place CARAMY 83170 BRIGNOLES		 04 94 86 22 22

1.2.4. Concessionnaires

QUALITE	Adresse	Représentant	Tél/FAX/@
RTE G.E.T. COTE D'AZUR	RN 202 BP 3247 06205 NICE Cedex 3		 04 93 18 39 39  04 93 18 39 33
E.R.D.F Agence Technique	Place du Champs de Mars BP 463 83055 TOULON		 04 94 36 40 40  04 94 36 44 31
GRT GAZ - RRM Réseau Sud Agence du Midi	5 Rue de Lyon 13015 MARSEILLE		 04 91 28 33 00  04 91 84 53 75
GRDF Agence Exploitation Gaz Alpes Maritimes	8 Bis avenue des Diablos Bleus BP 4199 06304 NICE		 04 92 00 84 76  04 92 00 84 62
France TELECOM Pôle Draguignan DICT 3	183 Boulevard Pierre Roisse 83007 DRAGUIGNAN		 04 98 31 09 84 
NUMERICABLE	10 Rue Albert Einstein Champ sur MARNE 77437 MARNE LA VALLEE Cedex 2		 01 70 01 44 68  01 70 01 47 43
VEOLIA EAU	90 avenue d'Entrecasteaux 83000 TOULON		 08 11 90 07 00













1.2.5. Services d'urgence

QUALITE	Adresse	Tél/FAX/@
POMPIERS	 18 ou 112 DEPUIS UN TEL. PORTABLE	
SAMU	 15	
S.D.I.S.	Quartier Plan 83170 BRIGNOLES	 04 94 86 15 40
POLICE MUNICIPALE	45 Bis du Docteur Barbaroux 83170 BRIGNOLES	 04 98 05 10 40
HOPITAL	CENTRE HOSPITALIER JEAN-MARCEL 95 Rue Joseph Monnier 83170 BRIGNOLES	 04 94 72 66 00
GRANDS BRULES	LA TIMONE (MARSEILLE)	 04 91 38 39 31
CHIRURGIE DE LA MAIN	Institut Polyclinique 33 Boulevard d'Oxford 06400 CANNES	 04 92 98 40 13

SOS MAIN (NICE)			04 92 03 80 37
CENTRE ANTI POISON	Hôpital SALVATOR MARSEILLE		04 91 75 25 25
GAZ			0800 47 33 33
ELECTRICITE			04 91 99 61 88
METEOROLOGIE			08 99 71 02 06

1.2.6. Entreprises

Non désignées à la date d'élaboration du présent PGC

LOT	Adresse	Représentant	Tél/FAX/@
N° 01 VRD			 
N° 02 MACONNERIE REVETEMENTS DE SOLS			 
N° 03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR ENDUITS PEINTURE DE FACADE			 
N° 04 ETANCHEITE			
N° 05 MENUISERIES EXTERIEURES PVC ET ALUMINIUM FERMETURES			 
N° 06 METALLERIE SERRURERIE			 
N° 07 ISOLATION PROJETEE PLATRERIE CLOISONS ISOLATION DES COMBLES PEINTURES MENUISERIES INTERIEURES BOIS			 

N° 08 ELECTRICITE			 	
N° 09 CVC PLOMBERIE			 	

La liste des entreprises est tenue à jour au fur et à mesure du déroulement de l'opération dans le registre journal de la coordination.

1.3. FORMALITES ADMINISTRATIVES - REGLEMENTATION

1.3.1. Sous la responsabilité du Maître d'Ouvrage

- Déclaration préalable

La déclaration préalable devra être transmise par le Maître d'Ouvrage aux Organismes Institutionnels conformément à l'article L4532-1 du Code du Travail, au moment du Permis de construire.

- Permis de construire valant permis de démolir, conformément à la nouvelle réforme

La présente opération, fait l'objet d'un permis de construire délivré par la **Mairie de BRIGNOLES**

1.3.2. Sous la responsabilité des entreprises

Il incombe à chaque entreprise d'établir toutes les demandes d'autorisations nécessaires à la réalisation des travaux : Demandes d'arrêtés aux services concernés (autorisation d'occupation limitative, arrêté de voirie), Autorisations administratives, Demandes de branchements aux concessionnaires de réseaux (eau, électricité, téléphone, égouts, ...), Demande d'autorisation de survol et de montage de la grue, Déclaration d'ouverture de chantier (déclaration à adresser à la D.D.E.T.S, la C.A.R.S.A.T. et l'OPPBTP), Demande de dérogation à l'aménagement du temps de travail, Demande à faire auprès des autorités de tutelle compétentes avant le début de leur intervention, Déclaration d'intention de commencement des travaux à effectuer par les entrepreneurs et à adresser aux concessionnaires possesseurs de réseaux un mois avant le début des travaux, Constat d'huissier...

1.3.3. Réglementation

Les travaux seront effectués en respect avec les obligations en vigueur :

- celles du Code du Travail, du Code de la Route, les Recommandations de la CNAM propres aux travaux réalisés.
- celles spécifiques à la **ville de BRIGNOLES**.

1.3.4. Registres et documents réglementaires

Les entreprises devront tenir à jour et à disposition sur le chantier les registres et documents réglementaires :

- a. Registre du personnel
- b. Registre des observations et des mises en demeure de l'inspection du travail (Art. L4711-2 à 5 du Code du Travail)
- c. Registre de sécurité (Art. L 4711-1 et suivants du Code du Travail)
- d. Registre d'observations (Art. R.4534-19 et 20 du Code du Travail)
- e. Carnet de premiers soins d'urgence

2. LES MESURES D'ORGANISATION GENERALES DU CHANTIER ARRETEES PAR LE MAITRE D'ŒUVRE EN CONCERTATION AVEC LE COORDONNATEUR

2.1. DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT ET DE SES SERVITUDES

2.1.1. Réseaux enterrés (électricité, gaz, téléphone, eau, assainissement, fibre optique etc...)

Des réseaux en électricité peuvent exister dans l'enceinte de la caserne et aux abords proches, il appartient à l'entreprise de se faire confirmer par le Maître d'Ouvrage l'emplacement et d'effectuer un repérage de ceux-ci.

Pour les lignes électriques enterrées, l'approche avec des engins mécaniques ne doit pas être inférieure à 1,50 m.

Pendant les travaux, en cas de découverte de réseaux non repérés au préalable, l'entreprise cessera immédiatement toute activité dans la zone considérée et informera le Maître d'œuvre qui décidera avec les concessionnaires des mesures à mettre en œuvre.

2.1.2. Réseaux aériens

Sans objet à l'intérieur de la Caserne.

2.1.3. Bâtiments environnants et servitudes

La Caserne concernée par le projet d'aménagement, se situe dans l'agglomération de BRIGNOLES.
Ce secteur comporte des ensembles résidentiels, des immeubles d'habitation.

Les entreprises devront respecter l'environnement et les horaires de travail conformément à la Réglementation.

2.1.4. Sujétions liées au site - Particularités

Points critiques

Les points critiques (temps ou tâches) sont les suivants :

- Environnement urbain
- Conditions d'accès et de circulation à proximité et dans la Caserne de la GENDARMERIE
- Organisation des accès pour les résidents
- Sujétions d'échafaudages et de protections collectives

2.2. ACCES AU CHANTIER

2.2.1. Accès des véhicules

L'accès au chantier se fera par la voie publique et par l'entrée règlementée de la GENDARMERIE.

Les accès et sortie du chantier devront prendre en considération la circulation routière et les traversées piétons.

Les intervenants prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun corps étranger ne puisse chuter ou être projeté sur abords du bâtiment.

Généralement, chaque intervenant prendra toutes les mesures pour éviter les dommages aux tiers (gendarmes, usagers, personnels, ...).

2.2.2. Dispositions relatives aux groupes de visiteurs autorisés

Des visites pourront être organisées après accord du Maître d'Ouvrage et du Maître d'œuvre. Des mesures de protection et de sécurité seront définies avec le responsable de chantier et le coordonnateur de sécurité en fonction de l'état du chantier au moment de la visite et des modalités de visites (nombre de visiteurs, heure de visite, ouvrages visités, etc....).

L'organisateur de la visite demeurera le seul responsable de la fourniture des casques et chaussures de sécurité ainsi que des éventuels dommages matériels subis par les visiteurs au cours de la visite.

NB : Personne, quelque soit son titre, n'est dispensée de l'utilisation des équipements de protection individuelle dans les zones de travaux.

2.2.3. Autorisation d'accès du personnel

Seront fournis les listes des personnels.

Seront autorisés à pénétrer sur le chantier uniquement les personnels des entreprises ayant réalisé leur inspection commune, et figurant sur la liste des entreprises désignées ou agréées par le Maître d'Ouvrage.

2.2.4. Signalisation temporaire de chantier

Le balisage des zones de travaux à l'intérieur du chantier est à la charge du Titulaire.

Les zones neutralisées à l'extérieur de bâtiment, le seront en accord avec le Maître d'œuvre et selon l'accord des autorités compétentes.

2.3. PRESENCE DE MATERIAUX A RISQUES PARTICULIERS

2.3.1. Amiante – Plomb

Les DIAGNOSTICS AMIANTE ONT ETE REALISES PAR BUREAU VERITAS ET QUALICONSULT

Ils sont regroupés en annexe 3 par un lien de téléchargement ou transfert.

IMPORTANT :

Pour les deux entreprises (LOT 7 ISOLATION DES COMBLES & LOT 9 CVC)qui travailleront dans les combles, il leur est demandé de justifier leur capacité de travailler en sous-section 4 (mode opératoire), elles ne toucheront pas aux plaques ondulées contenant de l'amiante.

Si à l'occasion des travaux qu'elle réalise l'entreprise met en évidence la présence de matériaux amiantés NON REPERTORIÉS, elle est désormais tenue d'en informer le propriétaire, elle en informera également le coordonnateur SPS, stoppera immédiatement ses travaux et prendra toutes mesures conservatoires afin d'interdire toutes émission de fibres d'amiante.

CONFORMEMENT AU DECRET N°2006-761 DU 30 JUIN 2006 RELATIF A LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS CONTRE LES RISQUES LIES A L'INHALATION DE POUSSIÈRES D'AMIANTE ET MODIFIANT LE CODE DU TRAVAIL (SECTION 4) NOTAMMENT LES ARTICLES R.4532-46 ET R.4532-53/54 :

« LES DOSSIERS TECHNIQUES REGROUPANT LES INFORMATIONS RELATIVES A LA RECHERCHE ET A L'IDENTIFICATION DES MATERIAUX CONTENANT DE L'AMIANTE PREVUS AUX ARTICLES R.1334-22, R.1334-27 ET R.1334-28 DU CODE DE LA SANTE PUBLIQUE SONT EGALEMENT JOINTS AU PGC ».

VOIR ANNEXE 3

Les DIAGNOSTICS PLOMB – CREP AMIANTE ONT ETE REALISES PAR BUREAU VERITAS.

Ils sont regroupés en annexe 3 par un lien de téléchargement ou transfert.

L'entreprise intervenante prendra toutes les mesures pour qu'aucun personnel extérieur aux travaux ne soit exposé au risque plomb conformément aux articles R4412-1 et suivants du Code du Travail.

Voir également le guide de prévention INRS, ED 6374 d'octobre 2020 concernant les interventions sur les peintures contenant du plomb et le guide OPPBTP réf. AG 05 08 de mai 2008.

2.3.2. Autres matériaux dangereux

Les entrepreneurs en l'absence de renseignement sur la présence d'autres matériaux pouvant contenir des matières dangereuses, devront prendre toutes les précautions nécessaires vis à vis de matériaux non identifiés. En cas de doute ou de présence de produits dangereux, l'entrepreneur avisera immédiatement et avant toute intervention le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et le coordonnateur.

2.4. INSTALLATIONS DE CHANTIER

Le titulaire avec ses sous-traitants devra organiser et prévoir leurs installations de chantier sur l'emprise des travaux ou à proximité immédiate **sur une zone définie par le Maître d'Ouvrage :**

2.4.1. Plan d'installation de chantier

Préalablement à l'exécution des travaux, l'entreprise du **Lot 03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR- ENDUITS – PEINTURE DE FACADE** établira un plan d'installation du chantier et le soumettra à l'accord du Maître d'œuvre et du Coordonnateur SPS.

En cas de modification en cours de chantier, ce plan sera soumis aux mêmes contrôles.

2.4.2. Contrôle de l'accès au chantier

Le chantier est interdit à toute personne ne faisant pas partie d'une entreprise contractante ou non autorisée par le Maître d'Ouvrage. Aussi il est demandé aux entreprises que leur personnel porte un signe distinctif, tenue de travail, badge, casque, permettant une identification immédiate sur le chantier. Chaque entreprise, par ses chefs de chantier, pourra demander l'exclusion de toute personne dont la présence n'est pas justifiée.

Pour permettre le contrôle des accès la liste nominative du personnel devra être affichée dans le bureau de chantier. Cette liste sera mise à jour aussi souvent que nécessaire sous la responsabilité du représentant de l'entreprise sur le chantier.

Il sera de la responsabilité de chaque entreprise de n'avoir que des personnes autorisées sur le chantier

En résumé : **Conditions d'accès au site de travaux :**

1 -	La liste du personnel de toutes les entreprises, compris sous-traitants, devra être tenue à jour en permanence et disponible sur le chantier : actualisation à la charge de chaque entreprise chaque jour, sous la responsabilité du Titulaire.
2 -	Le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre et les entreprises établiront, tiendront à jour et communiqueront au Coordonnateur la liste des personnes habilitées à pénétrer sur le chantier car informées des consignes de sécurité et de l'état d'avancement du chantier.
3 -	Toute autre personne ne pourra pénétrer sur le chantier sans être accompagnée par une des personnes habilitées au titre des listes citées au 1 ou 2 ci-dessus.

2.4.3. Clôture de chantier

L'Entreprise du **Lot 03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR- ENDUITS – PEINTURE DE FACADE** installera, au frais du compte prorata, les clôtures de chantier. Cette prestation comprendra :

- la fourniture, la pose et l'entretien du clôt pendant toute la durée des travaux,
- la dépose en fin de travaux et l'évacuation avec remise en état des lieux
- les sujétions d'isolement de l'aire d'installation et les dispositions de protection pour respecter la sécurité du public.

2.4.4. Accueil du personnel

La présence aux postes de travail se fera sous la stricte responsabilité de chacun des chefs d'entreprise.

Les personnels des Entreprises, y compris les salariés intérimaires, devront recevoir, le jour de leur arrivée sur le chantier, une formation pratique et appropriée en matière de sécurité.

Cette formation - qui sera assurée par les chefs de chantier et les chefs d'équipe des Entreprises - devra porter sur :

- a) les règles d'hygiène et de sécurité sur les zones de travaux,
- b) les conditions de circulation des personnes sur les zones de travaux (en véhicule et à pied),
- c) la mise en œuvre des moyens de prévention, les règles et obligations de sécurité pendant l'exécution du travail,
- d) la conduite à tenir en cas d'accident, d'incendie,
- e) l'emplacement et le contenu de la boîte de premiers soins.

le responsable de chaque entreprise titulaire, co-traitante, sous-traitante ou effectuant un travail à la tâche, établira une fiche d'accueil pour chaque salarié ou personnel intérimaire de son entreprise à son arrivée sur le chantier.

Un modèle de fiche est joint en annexe au présent PGC.

Chaque Entreprise devra tenir à jour sur le chantier une liste de tous ses salariés. Ces différents personnels devront pouvoir être facilement identifiables (badge d'identité obligatoire pour tout le personnel chantier).

2.4.5. Voirie de chantier et plan de circulation horizontale

Les personnels utiliseront les cheminements existants sur le site.

2.4.6. Stationnement des véhicules légers

Le stationnement des véhicules se fera obligatoirement sur le domaine public.

2.4.7. Installations

Les installations provisoires conformes à la réglementation sont à la charge chaque lot

A. Bureau de chantier :

Voir CCTP

B. Salle de réunion :

Voir CCTP

C. Vestiaires :

A préciser dans le PPSPS

Sur la base de 1,25 m2 par personne.

D. Réfectoire :

A préciser dans le PPSPS

Sur la base de 1,50 m2 par personne.

E. Sanitaires :

A préciser dans le PPSPS.

Sur la base de 1 WC pour 20 personnes

F. Infirmierie

Sans objet dans le cadre de ce chantier.

Toutefois, les véhicules seront équipés d'une trousse de premiers secours.

CHACQUE LOT DOIT ASSURER UNE FREQUENCE QUOTIDIENNE DE NETTOYAGE DE TOUTES LES INSTALLATIONS COMMUNES AU MOYEN DE PRODUITS DESINFECTANTS.

LES SURFACES DE CONTACT LES PLUS USUELLES DOIVENT ETRE NETTOYEEES TOUS LES JOURS.

LE PERSONNEL EN CHARGE DU NETTOYAGE DOIT ETRE COMPETENT ET DÛMENT EQUIPE.

AERER LES LOCAUX AU MOINS 2 FOIS PAR JOUR.

2.4.8. Magasins / stockage

Le stockage des matériaux et matériels est totalement interdit dans les locaux réservés au personnel.

Les entreprises préciseront dans leur PPSPS les modalités d'approvisionnement des matériaux et les emplacements de stockage.

2.4.9. Alimentations électriques

Le nombre d'armoires sera calculé de façon à ce qu'il y ait au moins une armoire dans un rayon égal à 25 m en tous points du chantier.

Les armoires électriques seront étanches, et munies d'un arrêt d'urgence. Elles seront en permanence fermées à clé, le branchement de prises de courant ainsi que le réarmement devant se faire sans avoir à ouvrir la porte.

La vérification des installations électriques ci-dessus sera réalisée par un organisme agréé, frais à la charge de l'entreprise du **Lot 11 ELECTRICITE- COURANTS FAIBLES**.

La maintenance (y compris le remplacement des lampes), ainsi que le repliement des installations seront dus par l'entreprise.

Les installations électriques provisoires devront notamment comporter les protections et dispositifs suivants :

- Protection contre surintensité et court-circuit
- Protection des travailleurs par dispositif à courant résiduel à haute sensibilité (30 mA)

Dans le cas de l'installation électrique provisoire, un opérateur n'est pas autorisé à intervenir sans habilitation, même si celle-ci est conforme et vérifiée.

Sans formation particulière, un opérateur est uniquement considéré comme « utilisateur d'installation électrique » et, de ce fait, seulement autorisé à utiliser un appareil électrique.

A. Protections et dispositifs différentiels

La sélection des protections se fera sur 3 niveaux :

Circuits terminaux	disjoncteur différentiel 30 mA instantané obligatoire
A chaque niveau de circuit	disjoncteur différentiel 30 mA retardé 50 millisecondes
En tête d'installation	1 Ampère retardé – 0.2 secondes minimum

Les circuits force (coffrets) et éclairage seront séparés. Les alimentations spécifiques se feront directement à partir du tableau de protection principal de chantier, avec ses propres protections.

B. Eclairage de chantier de nuit

SANS OBJET

C. Matériel électrique

Tout le matériel électrique sera conforme à la réglementation en vigueur sur les chantiers, à savoir :

Rallonges	Type H 07 RNF
Enrouleurs	Catégorie B NFC 61720
Prises	Indice de Protection IP 447
Baladeuses	NFC 71.008
Phares halogènes	Norme NF avec grille de protection

IMPORTANT : Nouveaux décrets mis en application à compter du 1^{er} juillet 2011
qui insèrent dans le Code du Travail les obligations des employeurs en matière de prévention du risque électrique et imposent l'habilitation avant toute intervention et la vérification des installations par un organisme accrédité :

- ◆ Décret n° 2010-1016 du 30 août 2010 relatif aux obligations de l'employeur pour l'utilisation des installations électriques des lieux de travail,
- ◆ Décret n° 2010-1018 du 30 août 2010 portant diverses dispositions relatives à la prévention des risques électriques dans les lieux de travail,
- ◆ Décret n° 2010-1118 du 22 septembre 2010 relatif aux opérations sur les installations électriques ou dans leur voisinage.

2.4.10. Distribution d'eau

A. Alimentation en eau potable

Conformément au Code du Travail – article R.4534.143, les entrepreneurs doivent mettre à disposition de leurs salariés, au moins 3 litres d'eau potable et fraîche par jour et par travailleur.

B. Alimentation en eau du chantier

Existant sur le site.

2.5. INSTAURATION D'UN GARDIENNAGE

Le gardiennage des bureaux, cantonnements, et tous équipements, sera assuré par l'Entreprise Titulaire, depuis le début de l'installation de chantier jusqu'à la réception de la totalité des ouvrages. Les entreprises conserveront la garde de leurs propres matériels et matériaux, de toutes les parties de leurs travaux en cours ou achevés, de leurs approvisionnements et déchets, jusqu'à réception de leurs travaux.

2.6. ORGANISATION DES TRAVAUX

2.6.1. Modes opératoires envisagés

Dans leur PPS, les entreprises devront décrire les modes opératoires qu'elles comptent utiliser ainsi que les moyens matériels prévus. La description des risques qui pourraient en découler devra porter également sur les risques vis à vis des autres travailleurs du chantier, et proposer les moyens de protection collective que l'entreprise compte mettre en place pour parer à ces risques.

En cas de modification du mode opératoire initialement prévu, le coordonnateur devra toujours en être informé au préalable.

Aucune phase de travaux ne devra être engagée sans concertation préalable avec le Coordonnateur.

2.6.2. Description des modes opératoires en cas de risques spécifiques

Tous les processus de travaux comportant des risques propres à certains lots, doivent faire l'objet d'une étude spécifique des moyens de sécurité, adaptée, non seulement descriptive, mais assortie de croquis explicatifs et éventuellement de notes de calculs. Ces études devront être intégrées avant le début des travaux dans le P.P.S.P.S. ou en cours de chantier sur la demande expresse du Coordonnateur Sécurité.

Chaque entreprise est totalement responsable de l'organisation de la sécurité de son personnel en cas d'intervention sur un emplacement, même non protégé à l'avance.

En cas d'urgence, le Maître d'œuvre ou le Coordonnateur Sécurité peuvent suspendre l'exécution des travaux jusqu'à la réalisation des protections réglementaires.

2.6.3. Suggestions d'intégration à l'ouvrage des moyens de prévention

Chaque entrepreneur est censé maîtriser parfaitement les sujétions d'entretien et de maintenance liée aux ouvrages qu'il a réalisés.

Aussi, il sera sollicité par le Coordonnateur SPS pour fournir les éléments nécessaires à la constitution du DIUO.

L'entrepreneur qui constatera que des éléments ou dispositions lui semblant nécessaire afin d'assurer la sécurité des personnels ayant à intervenir ultérieurement pour l'entretien, les dépannages, ou la maintenance, ne sont pas prévus dans la description de son marché de travaux, se doit d'en informer le Maître d'œuvre, et le coordonnateur SPS.

S'ils le jugent utile, ils étudieront les conditions techniques et économiques de mise en place de ces éléments, afin de les proposer au Maître d'Ouvrage, qui en décidera en dernier ressort.

3. LES MESURES DE COORDINATION PRISES PAR LE COORDONNATEUR EN MATIERE DE SECURITE ET DE SANTE ET LES SUJETIONS QUI EN DECOULENT

3.1. LES VOIES OU ZONES DE DEPLACEMENT OU DE CIRCULATION HORIZONTALES OU VERTICALES

3.1.1. Dans l'emprise de l'ouvrage

D'une manière générale, l'entrepreneur Titulaire devra se conformer, sans qu'il résulte pour lui de droit à indemnité, aux conditions qui lui seront imposées.

Circulations horizontales et verticales

L'Entreprise devra la réalisation et l'entretien, pendant toute la durée des travaux de tous les cheminements et voies de circulations provisoires, horizontales et verticales, pour véhicules, engins, piétons, à l'intérieur du chantier.

Les circulations piétonnes seront différenciées des zones d'évolution des engins et des véhicules. Les zones de circulation menant aux bâtiments devront être maintenues dégagées de tous matériaux et matériels.

Les échelles ne peuvent être utilisées que comme moyen d'accès provisoire ponctuel et de courte durée, en aucun cas servir de cheminement à des approvisionnements, ni de poste de travail.

3.2. LES CONDITIONS DE MANUTENTION DES DIFFERENTS MATERIAUX ET MATERIELS, EN PARTICULIER POUR CE QUI CONCERNE L'INTERFERENCE DES APPAREILS DE LEVAGE SUR LE CHANTIER OU A PROXIMITE, AINSI QUE LA LIMITATION DU RECOURS AUX MANUTENTIONS MANUELLES

3.2.1. Moyens de manutention propres aux entreprises

L'attention de l'entreprise est attirée sur le fait qu'il convient de prendre les mesures nécessaires d'organisation afin de limiter au maximum le recours aux manutentions manuelles.

Lorsque la manutention manuelle ne peut être évitée, l'employeur doit évaluer les risques que font encourir ces manutentions pour la sécurité et la santé des travailleurs et organiser les postes de travail de façon à limiter ces risques (aides mécaniques, accessoires de préhension, etc.)

Il appartient à l'entreprise de définir les moyens nécessaires à la mécanisation des manutentions horizontales et verticales..

Les PPSPS feront apparaitre les différents modes de manutention prévus par l'entrepreneur.

3.2.2. Vérification des appareils de levage

Vérification périodique par un organisme agréé des engins et appareils de levage (avec levée des réserves)

Tous les moyens de levage, grue, élévateur, treuil etc... pénétrant sur le chantier, devront avoir satisfait aux contrôles techniques obligatoires avant toute utilisation.

La mention de la validité de ce contrôle doit être consignée sur les registres, tenus sur le chantier et présentés au Coordonnateur qui le mentionnera sur le registre journal.

Les notices d'utilisation, les instructions à l'encadrement et aux grutiers, devront être disponibles sur le chantier.

Les carnets d'entretien des grues et des élingues devront être disponibles sur le chantier. Chaque conducteur devra disposer d'une autorisation de conduite, CACES ou équivalent et aptitude médicale à jour.

3.3. LA DELIMITATION ET L'AMENAGEMENT DES ZONES DE STOCKAGE ET D'ENTREPOSAGE DES DIFFERENTS MATERIAUX, EN PARTICULIER S'IL S'AGIT DE MATIERES OU DE SUBSTANCES DANGEREUSES

3.3.1. Généralités

Les manutentions d'approvisionnement seront assurées par le **Lot 02 Maçonnerie**, y compris les mesures nécessaires pour empêcher la chute ou la projection de la matière et des matériaux à l'intérieur des bâtiments.

Aucun stockage de produit dangereux ne sera toléré

3.3.2. Produits dangereux

Toute entreprise mettant en œuvre des matériaux, substances ou préparations dangereuse pouvant provoquer intoxication, incendie ou explosion et en général pouvant présenter des risques particuliers doit le signaler dans son PPSPS. Elle listera les produits et précisera dans son PPSPS :

- les caractéristiques des produits,
- les règles de stockage relatives au(x) produit(s) à employer,
- les dispositions de mise en œuvre et les mesures de sécurité envisagées (ventilation, rétention, éclairage,...),
- les précautions à prévoir vis-à-vis des autres corps d'état.

3.4. LES CONDITIONS DE STOCKAGE, D'ELIMINATION OU D'EVACUATION DES DECHETS ET DES DECOMBRES

3.4.1. Stockages

Les entreprises indiqueront dans leur PPSPS les moyens de stockage mis en œuvre.

Les installations destinées à recevoir du personnel ne devront en aucun cas être utilisées pour stocker du matériel ou des matériaux.

3.4.2. Elimination et évacuation des déchets

Chaque entreprise doit maintenir en état de propreté ses propres zones de travaux.

3.5. LES MESURES PRISES EN CAS D'INTERACTION SUR LE SITE

3.5.1. Réunions de coordination de zone et d'interférence

Des réunions de coordination auront lieu afin d'organiser, au fur et à mesure de l'avancement du chantier les interactions entre les Entreprises.

Ces réunions auront pour but, d'une part la prévention des risques qui peuvent être induits par la présence simultanée ou successive de différentes Entreprises, d'autre part la mise en place de mesures permettant à chacun de travailler dans de meilleures conditions.

3.5.2. L'utilisation des protections collectives

A. Généralités

Chaque Entreprise est responsable de la sécurité de ses salariés et de la mise en place et de la maintenance des protections collectives.

B. Mesures propres aux travaux temporaires en hauteur

L'entreprise prévoira dès le début de ses travaux la mise en place d'un dispositif de protection nécessaire à la protection de son personnel et en assurera la pose et le contrôle. Ce dispositif devra être conforme à la réglementation et en particulier aux dispositions du décret n° 2004-924 du 1er septembre 2004 et nouvelle codification du Code du Travail.

L'entreprise devra mettre en place des protections, contre les chutes d'objet et matériaux. Ces dispositions seront précisées dans le PPSPS.

Chaque entrepreneur doit mettre à disposition de son personnel pendant toute la durée du chantier, les moyens et matériels nécessaires pour assurer sa sécurité.

3.5.3. Travail en hauteur – Matériels utilisés pour les travaux en élévation

Quelle que soit la hauteur de travail, l'utilisation d'échelles, d'escabeaux et de marche pieds comme poste de travail est proscrite. (article R.4323-63 du Code du Travail)

.....Toutefois, ces équipements peuvent être utilisés en cas d'impossibilité technique de recourir à un équipement assurant la protection collective des travailleurs ou lorsque l'évaluation du risque a établi que ce risque est faible et qu'il s'agit de travaux de courte durée ne présentant pas un caractère répétitif.

Les entreprises devront utiliser des plates-formes individuelles roulantes (PIR ou PIRL), des échafaudages ou tout autre matériel équipé de dispositifs de protection contre les risques de chutes de hauteur et de chutes d'objet.

ECHAFAUDAGES

Convention d'utilisation commune

L'Entreprise du **Lot N°03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR- ENDUITS – PEINTURE DE FACADE** devra les échafaudages pour tous les corps d'état. Un examen d'adéquation sera réalisé par chacune des entreprises utilisatrices. L'entreprise définira une convention d'utilisation avec les corps d'état utilisateurs. (Modification d'accès, modification des fixations, mise en place d'un moyen de levage solidaire à l'échafaudage, etc.). Ce document devra clairement définir toutes les conditions d'utilisation.

Ces échafaudages seront dimensionnés pour recevoir les charges les plus lourdes prévues pour chacun des corps d'état.

Tous les systèmes devront être mise en place par du personnel qualifié avec notice de montage et démontage laissée sur le chantier. La mise en œuvre de l'échafaudage devra être consignée dans le registre de sécurité.

Dans son PPSPS, l'entreprise qui effectuera le montage de l'échafaudage, précisera le nombre de points d'ancrage, le type de fixation de l'installation, le système retenu et les préconisations du fabricant. Un plan de calepinage sera établi.

Les échafaudages comprendront l'ensemble des moyens de protections aux chutes : plinthes, filets et casquettes pare gravats largement dimensionnées au droit des entrées, des différentes portes d'accès et filantes sur le domaine public. Il y aura lieu de tenir compte de la courbe des chutes pour l'adaptation de ces moyens.

En cas d'adossement d'un engin ou appareil de levage à un élément d'échafaudage (monte-charge, treuil, poulie, etc.), tous les éléments de fixation spécifiques seront adaptés aux charges à manutentionner. Une vérification complémentaire (fixation de l'engin à l'échafaudage, stabilité de l'ensemble échafaudage-levage) devra être réalisée, par la personne compétente de l'entreprise ayant monté l'échafaudage.

Les sols d'appui seront aplanis et les calages prévus en conséquence. La classe de l'échafaudage sera définie en fonction du type de stockage et la surcharge des plateaux sera indiquée en évidence.

Tous les échafaudages seront vérifiés journallement par la personne compétente de l'entreprise, avant utilisation. L'Entreprise du **Lot N°03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR- ENDUITS – PEINTURE DE FACADE** assurera la maintenance quotidienne et les vérifications périodiques des échafaudages.

Sur l'ensemble des échafaudages, quelle que soit leur nature, des moyens d'interdiction d'accès devront être mis en place pour éviter des utilisations intempestives.

Les fixations seront contrôlées de façon systématique chaque jour.

Dans le cadre de la réhabilitation en milieu occupé, l'emprise au sol de l'échafaudage et sa zone de circulation seront délimitées par des barrières mobiles de type Héras ou tout autre système équivalent.

A tout moment, chaque entreprise devra s'assurer que les dispositifs proposés ou mis en place sont suffisants et adaptés à ses propres travaux.

L'échafaudage devra respecter la R408 DE LA CNAMTS :

- ⇒ Echafaudage ancré au mur
- ⇒ Garde-corps de face et en bout d'échafaudage, en parties latérales
- ⇒ Lisses à 1 m de haut
- ⇒ Sous lisses à 0m45
- ⇒ Plinthes de 0m15 en continuité totale
- ⇒ Filets de protection de haut en bas en continuité totale solidement fixé contre les coups de vent
- ⇒ Filet à l'aplomb et au 1^{er} niveau de l'échafaudage devra être recourbé par-dessous pour éviter toute chute sur les Tiers

Si tel n'était pas le cas, chaque entreprise devrait en aviser immédiatement l'Entreprise du **Lot N°03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR- ENDUITS – PEINTURE DE FACADE** ainsi que le Coordonnateur SPS, pour modification immédiate.

En cas d'adossement d'un engin de levage à un élément d'échafaudage (treuil, monte-charge, etc...), une vérification complémentaire (fixation de l'engin à l'échafaudage, stabilité de l'ensemble échafaudage-levage) devra être réalisée, par la personne compétente de l'entreprise ayant monté l'échafaudage, aux frais de l'entreprise ayant installé le moyen de levage.

Les échafaudages, tours, sapines, etc... feront l'objet des vérifications obligatoires telles que prévues par le Code du Travail :

- obligation de direction des travaux de montage et démontage par une personne compétente (attestation nominative écrite à fournir) ;
- présentation de la notice de montage du fabricant ;
- obligation d'examen avant mise ou remise en service par une personne compétente de l'entreprise ;
- réalisation d'une note de calcul (résistance et stabilité) en cas de mise en œuvre ne figurant pas dans la notice de montage fournie par le fabricant.

Lot N°03 ISOLATION THERMIQUE PAR L'EXTERIEUR- ENDUITS – PEINTURE DE FACADE devra fournir avant toute utilisation de ses échafaudages le PV de fin de travaux d'échafaudage conformément à la recommandation R408 DE LA CNAMTS, dans le cas de non-conformité le CSPS se réserve le droit de demander la vérification par un BUREAU DE CONTROLE AGREE.

La convention de prêt d'échafaudage doit être obligatoirement signée entre les entreprises concernées, faute de quoi le CSPS prononcera un ARRET DE CHANTIER jusqu'à nouvel ordre.

Les échafaudages volants motorisés seront vérifiés par un organisme de contrôle agréé.

Les vérifications des plates-formes suspendues lors du montage initial sur un chantier :

Dès qu'une plate-forme suspendue motorisée ou manuelle est installée sur un chantier, une vérification de remise en service doit être réalisée. Cette vérification de l'échafaudage volant est obligatoire (article 20 de l'arrêté du 1er mars 2004).

La vérification de l'échafaudage suspendu porte sur : l'examen d'adéquation, l'examen de montage et d'installation, l'examen de l'état de conservation, l'épreuve statique, l'épreuve dynamique, le bon fonctionnement des organes de sécurité de l'appareil.

Les vérifications des plates-formes suspendues lors d'un ripage sur le même immeuble :

Il est souvent nécessaire de déplacer la plate-forme suspendue le long de la façade pour continuer les travaux. Le ripage est alors fait sans démonter les éléments qui constituent l'échafaudage volant. Dans ce cas, il faut procéder à une vérification de remise en service, sans les épreuves statique et dynamique. Néanmoins, il est impératif que les appuis aient été tous vérifiés lors de montage initial.

3.5.4. Travaux superposés

Le Maître d'œuvre prendra les dispositions nécessaires afin d'éviter les travaux superposés ou simultanés.

Les travaux superposés seront INTERDITS dans le calendrier de travaux.

Dans tous les cas, chaque intervenant prendra toutes les mesures nécessaires pour éviter les chutes d'objet, d'outils ou de matériels. Ces mesures seront obligatoirement précisées dans le PPSPS.

Nota : L'entreprise devra prévoir tous les dispositifs nécessaires afin de sécuriser l'entrée des bâtiments (platelage plein et continu, etc...). Ceux-ci seront précisés dans le PPSPS.

3.5.5. Co-activité de travaux à risques

Le Maître d'Œuvre doit prendre les dispositions nécessaires afin d'éviter la co-activité de corps d'état différents lors de la réalisation de travaux présentant un risque spécifique (manutentions de matériaux lourds, etc...)

3.5.6. Mise en commun de matériels

Lorsqu'une Entreprise met des matériels à la disposition d'une autre Entreprise, ils doivent être en bon état.

La mise à disposition du matériel devra faire l'objet d'un accord préalable (protocole d'utilisation) auprès des Entreprises.

3.5.7. Utilisation et mise en œuvre de produits dangereux – Travaux polluants

Les entreprises mettant en œuvre des produits pouvant présenter des risques pour la sécurité ou la santé des personnels du chantier devront isoler leurs zones de travail et en interdire l'accès aux autres corps d'état.

En cas d'impossibilité, il appartiendra à l'entreprise génératrice de ces nuisances de mettre en œuvre des moyens nécessaires à la mise en sécurité de ses employés et des autres intervenants. A cet effet, l'utilisation des dispositifs de protections collectives sera privilégiée plutôt que le recours aux protections individuelles.

3.6. LES MESURES DE PROTECTION INDIVIDUELLE

Les entreprises sont tenues de fournir à leurs personnels et de faire utiliser les moyens de protections individuelles nécessaires à l'exécution des tâches confiées.

Le Coordonnateur en accord avec le Maître d'Ouvrage pourra demander aux entreprises en infraction que l'accès de leurs ouvriers ne soit pas autorisé tant qu'elles n'auront pas pris les mesures nécessaires.

PROTECTION	POSTE DE TRAVAIL	OBSERVATIONS
Casques	Tout le personnel, visiteurs, livreurs et particulièrement pour les travaux suivants : <ul style="list-style-type: none">- manutention, levage, montage- travaux en tranchée- travaux en échafaudage ou sur nacelle- travaux superposés	Pour tous les postes de travail lorsqu'il existe un risque de choc à la tête. Les casques seront conformes à la norme EN 397
Vêtements de travail	Tout le personnel	
Vêtements contre la pluie	Tout le personnel	
Chaussures ou bottes de sécurité	Tout le personnel, et autres personnes sur l'emprise du chantier	Coquille acier + semelle anti-perforation
Gants	Tous les travaux dangereux pour les mains comme : <ul style="list-style-type: none">- meulage, tronçonnage, oxycoupage, soudage- manutentions manuelles et mécaniques- manipulation de produits dangereux ou outils coupant	Les gants doivent être adaptés aux risques

Vêtements spéciaux	Pour les travaux de soudure, manipulation de produits dangereux, utilisation de lance haute pression	
Lunettes et écrans spéciaux	Pour les travaux suivants - soudure, meulage, tronçonnage, oxycoupage - manipulation de produits dangereux, - utilisation de marteau pneumatique - travaux dans la poussière - travaux de peinture	La protection doit être adaptée aux risques. Port obligatoire également pour les intervenants évoluant à proximité des travaux dangereux.
Protection des voies respiratoires filtrantes	Contre les poussières	Les masques sont adaptés aux risques
Protection des voies respiratoires isolantes	Pour des travaux particuliers : - sablage - pulvérisation de produits divers	
Protection Hygrovet / genouillères	Pour les travaux : Carrelage, en vide sanitaire, espaces réduits...	
Baudriers réflectorisés (couleur jaune fluo)	Travaux aux bords d'une voie de circulation ou sur les chantiers routiers ou sur les parties de chantiers en exploitation	Norme EN 471
Habilitation électrique	Travaux sur installations électriques, même ordre non électrique	Au niveau requis par le travail à effectuer
Protections individuelles contre les Chutes : harnais antichute	Cas d'impossibilité de protection collective Pose des protections collective en bord du vide	Pas de travailleur isolé Matériel conforme et contrôlé avant chaque utilisation

NB : Personne, quelque soit son titre, n'est dispensée de l'utilisation des équipements de protection individuelle.

3.7. CONSIGNES SPECIFIQUES TRAITANT LA CO-ACTIVITE LOT PAR LOT

Démolitions

1. Matériaux dangereux.
 - Consulter les diagnostics amiante et plomb.
 - S'assurer de la fin des opérations de retrait d'amiante / plomb.
 - Arrêt des travaux en cas de découverte de produits ou matériaux dangereux, neutraliser la zone, prévenir le Maître d'œuvre et le coordonnateur.
2. Démolition.
 - S'assurer de la coupure effective des réseaux d'énergie.
 - Signalisation du chantier intérieur et extérieur, protection des zones de démolition.
 - Interdire l'accès à toute personne non autorisée.
 - S'assurer d'aucun risque pour les avoisinants.
 - Respect des horaires (réglementation bruit – transport/transfert de matériels)
 - Personnel habilité et matériel adapté pour le transport d'engin hors production
 - Arrosage pour limiter les poussières.
 - Aucune coactivité simultanée ni superposée.
 - Démolition partielle : fournir la note de calcul, le calepinage des étaitements.

VRD

**L'examen AIPR est obligatoire depuis le 1^{er} janvier 2018 (autorisation d'intervention à proximité des réseaux) :
=> tous les conducteurs d'engins sont concernés par la formation AIPR et au minimum 1 personne de l'encadrement chantier**

1. Terrassement.
 - Prendre connaissance des réseaux existants DICT.
 - Tenir compte des réponses. Signaler matériellement les réseaux existants découverts lors des interventions.
2. Fouilles - Tranchées.
 - Remblai des fouilles des réseaux à l'avancement. Si fouilles non remblayées ponctuellement, protection des fouilles par clôture plastique.
 - Balisage et protection de la fouille de l'ouvrage à coordonner avec le gros œuvre.
 - Stockage des terres éloigné des fouilles et tranchées.
 - Ne pas stocker ou stationner en tête d'une fouille.
 - En périphérie de l'emprise de l'ouvrage : 1,20 m minimum à laisser en pied de talus pour la mise en place des banches (suivant indications du Gros Œuvre).
 - Tranchées de profondeur > 1,30 m : Blindage ou talutage à mettre en place.
3. Talutage.
 - Talutage selon la nature du sol (3X2 ou 1 x 1 minimum en touche de piano).
 - Enlever du talus et de la tête du talus, les éléments instables type pierre.
 - Protection du talus par géotextile, polyane avec ancrage en tête de talus.
4. Regards.
 - Pose des regards avec tampons à l'avancement.
5. Traversée de voies.
 - Balisage en accord avec la Direction de l'Établissement.
 - Balisage visible jour et nuit.
 - Traversée par ½ chaussée.

6. Nettoyage.

- Nettoyage de chaussée aussi souvent que nécessaire.

Maçonnerie - Gros Œuvre

1. Protections collectives.

- Garde-corps provisoires : 2 planches rouges + plinthe rouge sur potelets fixés.
- En début de chantier, demander au Maître d'œuvre de définir avec le serrurier ou l'étancheur, le type de fixation de garde-corps retenu pour le soumettre au gros œuvre ensuite.
- Mise en place des protections provisoires permettant leur maintien pendant la fixation des protections définitives (balcons, paliers) : Coordination à prévoir avec le serrurier.
- Assurer en provisoire, la protection périphérique des dalles des niveaux supérieurs et cage d'escalier.
- Baies d'ascenseur à protéger sur toute hauteur. Protection des baies à poser en tableau.
- Prévoir les aciers crossés à la livraison. A défaut, protection par bouchons plastiques adaptés.
- Protections sur acrotères : Prévoir des fourreaux répartis en tête d'acrotères. Maintien des protections sur acrotères jusqu'à la fin du chantier.
- Protections en sortie de bâtiment : mise en place d'auvent de protection.

6. Circulation verticale.

- Escaliers montés à l'avancement.

6. Préfabriqués.

- Définir les moyens de manutention.
- Organiser les zones de stockage.
- Pose des protections collectives à l'avancement (planchers préfa).

7. Ravalement.

- Remblai en périphérie à réaliser le plus rapidement possible (après coulage de la dalle RDC) afin de faciliter les accès et d'avoir un sol stable.
- Coordination à prévoir avec le serrurier pour le maintien des protections collectives en tableaux de fenêtres, balcons, sur acrotères.
- Balisage au sol, notamment au niveau des accès.

8. Stockage.

- Secteur de stockage à déterminer. Stockage à réaliser sur un sol plan.

9. Environnement risques « Type ».

- Ligne électrique (approvisionnement).

Ravalement - Façades

1. Abords du bâtiment.

- Remblai en périphérie à contrôler (notifier l'état du jour).
- Informer le maître d'œuvre, en anticipant à l'avancement, si un aménagement complémentaire du sol est nécessaire.
- Empierrement et compactage des abords du bâtiment prévus pour intervention à la nacelle et/ou à l'échafaudage (à la charge du lot Terrassement ou Gros Œuvre).

2. Echafaudages.

- Matériel conforme.
- Personnel disposant d'habilitation pour le montage et le contrôle.
- PV d'agrément.
- Balisage de la zone.

3. Interférence avec autres corps d'état.

- Baliser les travaux au niveau des accès au bâtiment. Ne condamner qu'un accès à la fois (maintenir un accès

pour les secours).

- Approvisionnement d'isolant en couverture et travaux en couverture : Maintenir en place, la protection de rive à 1,00 m.
- Utilisation de pistolet de scellement : S'assurer de l'absence de tiers derrière les éléments à fixer.
- Pas de coactivité superposée.

4. Environnement risques « Type ».

- Ligne électrique.

Étanchéité

1. Accès. (notamment sur les terrasses béton)

- Demander la mise en place rapide des accès définitifs (échelle à crinoline, escalier, ...).

2. Protections collectives. (selon le cas)

- Conserver les protections collectives définitives (si elles sont à la charge du lot Etanchéité).
- Maintien des filets de rive jusqu'à la fin des interventions en terrasse.

3. Pose des lanterneaux.

- Conserver la protection en périphérie des trémies des lanterneaux jusqu'à la pose des lanterneaux.
- Protection anti-chutes (type grilles en sous-face), pour chaque lanterneau, à poser à l'avancement.

4. Travaux par points chauds.

- Demander un permis de feu (selon la procédure définie avec le maître d'Ouvrage).
- Prévoir des extincteurs en nombre suffisant, à proximité de chaque poste de travail.

5. Approvisionnement :

- Prévoir un moyen d'approvisionnement permettant de conserver une protection collective de hauteur 1,00 m en rive de couverture.
- Baliser la zone au sol, au droit de l'approvisionnement.
- Ne pas approvisionner au-dessus d'un accès au bâtiment sinon organiser une neutralisation d'accès.

6. Stockage sur terrasse :

- Eviter l'envol de matériaux en cas d'intempéries. Enlèvement régulier des emballages et déchets.
- Secteur de stockage à déterminer, éviter les surcharges sur dalle.

Menuiseries extérieures

1. Approvisionnement :

- Prévoir un moyen d'approvisionnement permettant de conserver une protection collective de hauteur 1,00 m pour les approvisionnements en façades.
- Baliser la zone au sol, au droit de l'approvisionnement.
- Approvisionnement par treuil électrique : Vérification de l'installation de levage à jour.
- Ne pas approvisionner au-dessus d'un accès au bâtiment sinon organiser une neutralisation d'accès.

2. Protections collectives.

- Pose des menuiseries extérieures à l'abri des protections collectives définitives posées par le lot Gros œuvre. A défaut, prévoir une protection en tableau pendant la pose des menuiseries.
- Absence de protections provisoires ou définitives en tableau : Prévoir la condamnation de l'ouverture des fenêtres sans allèges et fenêtres d'allège < 1,00 m.
- Neutraliser l'accès aux zones où peuvent se produire des chutes d'objets (surtout au niveau des accès).
- Protection des trémies d'escalier à charge du lot Gros œuvre. A défaut, demander action du Gros œuvre ou du Maître d'œuvre (avec copie au coordonnateur).
- Prévoir la peinture des menuiseries extérieures avant la pose si possible.

Menuiseries intérieures

1. Approvisionnement :
 - Prévoir un moyen d'approvisionnement permettant de conserver une protection collective de hauteur 1,00 m pour les approvisionnements en façades
 - Baliser la zone au sol, au droit de l'approvisionnement.
 - Approvisionnement par treuil électrique : Vérification de l'installation de levage à jour.
 - Ne pas approvisionner au-dessus d'un accès au bâtiment.
2. Protections collectives.
 - Neutraliser l'accès aux zones où peuvent se produire des chutes d'objets (surtout au niveau des accès).
 - Protection des trémies d'escalier à charge du lot Gros œuvre. A défaut, demander action du gros œuvre ou contacter le Maître d'œuvre (avec copie au coordonnateur).
 - Pose des escaliers et garde-corps dès la réalisation de cloisons et plâtrerie.

Métallerie / Serrurerie

1. Approvisionnement :
 - Prévoir un moyen d'approvisionnement permettant de conserver une protection collective de hauteur 1,00 m pour les approvisionnements en façades.
 - Baliser la zone au sol, au droit de l'approvisionnement.
 - Ne pas approvisionner au-dessus d'un accès au bâtiment sinon organiser une neutralisation d'accès.
2. Protections collectives.
 - En début de chantier, demander au Maître d'œuvre de définir avec le serrurier, le type de fixation de garde-corps retenu pour le soumettre au Gros œuvre ensuite.
 - Pose des serrureries type garde-corps définitifs à l'abri des protections collectives provisoires, juste après la réalisation du ravalement.
 - A défaut, neutraliser l'accès à la zone où les protections sont posées et prévoir les équipements de protection individuelle nécessaire ainsi que les points d'ancrage.
 - Neutraliser l'accès aux zones où peuvent se produire des chutes d'objets (au droit des façades en cours de poses surtout au niveau des accès).
3. Travaux par point chaud.
 - Dégager les produits inflammables. Eviter la propagation de la chaleur.
 - Demander un permis de feu (selon la procédure définie avec le Maître d'Ouvrage).
 - Prévoir des extincteurs en nombre suffisant, à proximité de chaque poste de travail (obligatoire).

Cloisonnements / Doublages

1. Approvisionnement :
 - Après l'approvisionnement dans les étages, remettre en place les protections des trémies d'escalier.
 - Pendant les approvisionnements, conserver les protections collectives.
2. Protections collectives
 - Dès l'enduit plâtre sur plafond terminé, remettre en place les garde-corps sur les trémies d'escalier.
 - Réalisation des doublages et cloisons : Réaliser un platelage sur trémie (à charge du lot Plâtrerie).
 - Remise en place des protections, une fois les doublages et cloisons terminés. Conserver, néanmoins, un passage d'échelle.
3. Stockage.
 - Stockage sur plancher selon la résistance de celui-ci.

Sols Carrelage – Faïence

1. Approvisionnement :
 - Prévoir un moyen d'approvisionnement permettant de conserver une protection collective de hauteur 1,00 m.
 - Baliser à l'aplomb de la zone d'approvisionnement (pour les approvisionnements en façades).
 - Ne pas approvisionner au-dessus d'un accès au bâtiment sinon organiser une neutralisation d'accès.
2. Pose.
 - Conserver les protections collectives (définitives ou provisoires). A défaut, contacter le Maître d'œuvre (copie au coordonnateur).
 - Pas de travaux avec une colle aux vapeurs inflammables (type Néoprène) dans un secteur où ont lieu des travaux par point chaud. A défaut, contacter le Maître d'œuvre (copie au coordonnateur).
 - Pompe à sable :
 - gestion de l'emplacement et propreté du poste de travail.
 - gestion du cheminement des tuyaux, du bon état des raccords et des points de fixations

Peinture intérieure

1. Protections collectives.
 - Prévoir la peinture des menuiseries extérieures avant la pose si possible.
2. Interférence avec les autres corps d'état :
 - Pas de peinture Glycéro (solvants hautement préjudiciables à la santé des travailleurs).
 - Aération des locaux lors des travaux de peinture.
 - Consulter les fiches des données de sécurité (FDS).
3. Stockage :
 - Lieu de stockage ventilé.
4. Approvisionnement :
 - Approvisionnement à l'avancement.

Ascenseur

1. Approvisionnement - Stockage :
 - A définir sur place.
2. Protection collectives :
 - Trémies équipées de protections collectives y compris plinthes (mise en place par le gros œuvre) ou matériel propre à l'entreprise.
3. Montage :
 - Différents modes opératoires selon la société.

Objectif :
Conserver des protections sur baie d'ascenseur en permanence.
Voir, en début de chantier entre le gros œuvre et l'ascensoriste, les moyens prévus par chaque lot.
Mettre en place rapidement les portes palières.

Plomberie Sanitaire – Chauffage – Ventilation / Electricité courants faibles

1. Approvisionnement :
 - Prévoir échelle d'accès.
 - Protections collectives, protections des trémies d'escalier à charge du lot Gros œuvre. A défaut, demander action du Gros œuvre ou contacter le Maître d'œuvre (avec copie au coordonnateur).

2. Travaux en incorporation.

- Vérifier en début d'intervention, que la zone est protégée (périphérie de dalles, trémies d'escalier, ...).
- A défaut, demander action du Gros œuvre ou contacter le Maître d'œuvre (avec copie au coordonnateur).
- Si l'alimentation provisoire de chantier utilise le câble incorporé dans les voiles, signaler la présence de câbles sous tension.

3. Electricité.

- Mise en place, vérification et maintenance de l'installation électrique de chantier. Rapport de vérification conservé sur le site.
- Personnel habilité conformément à la réglementation électrique en vigueur (Publication UTE C.18510).
- Travaux à réaliser hors tension.
- Lors de la mise sous tension, affichage de l'information.
- Tableaux électriques :
Prévoir 1 tableau par cage d'escalier et par niveau. Prévoir 4 à 6 prises par tableau.
Installer les tableaux dans les services généraux ou sur socles ou fixer sur un mur sur lequel les travaux à réaliser n'entraînent pas leur dépose.

4. Equipements techniques en terrasse.

- Protections des terrasses à charge du lot Gros œuvre. A défaut, demander action du Gros œuvre ou contacter le Maître d'œuvre (avec copie au coordonnateur).
- Signaler les points d'ancrage.

5. Travaux par point chaud.

- Dégager les produits inflammables. Eviter la propagation de la chaleur.
- Demander un permis de feu (selon la procédure définie avec le Maître d'Ouvrage).
- Prévoir des extincteurs en nombre suffisant, à proximité de chaque poste de travail (obligatoire).

6. Approvisionnement :

- Approvisionnement à l'avancement.
- Maintien en place des protections collectives.

4. LES SUJETIONS DECOULANT DES INTERFERENCES AVEC DES ACTIVITES D'EXPLOITATION SUR LE SITE A L'INTERIEUR OU A PROXIMITE DUQUEL EST IMPLANTE LE CHANTIER

4.1. ENVIRONNEMENT

Le chantier se déroulera en milieu occupé. Dans l'exécution des tâches, l'entreprise Titulaire devra assurer la délimitation des zones d'intervention. L'entreprise détaillera dans son P.P.S.P.S. les dispositions prises pour empêcher que les occupants n'aient accès à une partie quelconque du chantier : échafaudages, installation électriques provisoires, stockage... ainsi qu'à l'outillage. Les entreprises devront s'assurer du respect quotidien des dispositions adoptées.

4.2. RESPECT DES CONTRAINTES DU SITE

Le Titulaire devra la mise en œuvre de tout matériel destiné à assurer la protection des riverains, de tout système de dévoiement provisoire de la circulation piétons ou véhicules.

La vie de la résidence devra toujours être maintenue pendant le chantier ainsi que l'accès aux véhicules de secours.

L'entrepreneur soumettra pour accord un plan de circulation et d'accessibilité au Maître d'ouvrage et Maître d'œuvre ainsi qu'au coordonnateur SPS.

Chaque entrepreneur devra prendre toutes les dispositions nécessaires pour réduire à leur minimum possible les gênes imposées aux résidents, notamment celles qui pourraient être causées par les difficultés d'accès, le bruit, les fumées, les poussières, etc...

Horaires de chantier imposés

Les horaires de déroulement de chantier seront en accord avec la réglementation.

BRUIT :

Les chantiers exécutés par des entreprises sont soumis aux mesures fixées par l'Arrêté en date du 20 septembre 2002 (Préfecture du Var) :

Notamment ARTICLE 7 :

Les travaux bruyants sur la voie publique ainsi que sur les chantiers proches des habitations devront être interrompus entre 20 heures et 7 heures et toute la journée des dimanches et jours fériés, sauf en cas d'intervention urgente nécessaire pour le maintien de la sécurité des personnes et des biens.

Horaires et contraintes de livraisons

Les horaires de livraison du chantier par les fournisseurs se feront dans les mêmes créneaux horaires que les horaires de la GENDARMERIE. La gestion de l'accès des fournisseurs se fera par des consignes dans un document accueil du fournisseur établi en annexe du PPSPS de l'entreprise d'accueil.

4.3. CIRCULATIONS LIMITOPHES

Les entreprises doivent respecter les règles de circulation sur la voie publique et particulièrement les règles de stationnement.

4.4. PRESENCE DE CHANTIER A PROXIMITE

Chantiers ouverts ou prévus : inconnus à la date de rédaction du présent PGC
Cette information peut cependant évoluer.

4.5. EVOLUTIONS PREVISIBLE ET/OU IMPREVISIBLE DES ACTIVITES LIMITROPHES

Informez le Coordonnateur SPS des urgences éventuelles et ou évolution de l'environnement pouvant entraîner des risques d'interférence avec les activités du chantier.

Les mesures liées à la co-activité seront traitées par le Coordonnateur Sécurité au cas par cas, dans la mesure où le C.S.P.S. en est informé.

4.6. PERMIS FEU

Pour les travaux par points chauds il sera mis en place un permis feu avant intervention.

5. LES MESURES GENERALES PRISES POUR ASSURER LE MAINTIEN DU CHANTIER EN BON ORDRE ET EN ETAT DE SALUBRITE SATISFAISANT

5.1. NETTOYAGE GENERAL DU CHANTIER

Le chantier sera maintenu en état de propreté permanent.

Chaque entreprise est chargée quotidiennement d'assurer le nettoyage de ses zones de travail et d'acheminer l'ensemble de ses déchets en décharge agréée par tous moyens adaptés.

Chaque entreprise aura la charge de l'élimination des déchets générés par ses activités.

L'attention de l'entrepreneur est attirée sur l'obligation qui lui est faite de prendre toute mesure utile pour éviter que les camions d'approvisionnement ou d'évacuation ne salissent les voies de circulation.

Les postes de travail et les accès à ces postes devront être en permanence dégagés de tout matériel et matériaux afin de permettre la circulation des résidents, des usagers et du personnel en toute sécurité et les éventuelles évacuations sanitaires.

5.2. LITIGE

En cas de défaillance, le Maître d'Ouvrage ou le Maître d'œuvre peuvent faire effectuer ces nettoyages par une entreprise de leur choix, sans mise en demeure préalable, les frais étant affectés à l'entreprise responsable par le Maître d'Ouvrage.

Le Maître d'œuvre ayant toute autorité pour déterminer les responsabilités.

5.3. CONTRAINTES LIEES A L'ENVIRONNEMENT

L'Entrepreneur prendra toutes les mesures utiles pour éviter les dommages et les nuisances occasionnées à l'environnement et aux usagers de la GENDARMERIE notamment en ce qui concerne :

- Les projections de toute nature
- les pollutions atmosphériques,
- les pollutions sonores,
- la gestion des déchets,
- la pollution à l'intérieur et aux abords des bâtiments.

6. LES RENSEIGNEMENTS PRATIQUES PROPRES AU LIEU DE L'OPERATION CONCERNANT LES SECOURS ET L'EVACUATION DES PERSONNELS AINSI QUE LES MESURES COMMUNES D'ORGANISATION PRISES EN LA MATIERE

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désignera un responsable de chantier et établira un organigramme nominatif du personnel d'encadrement.

Cet organigramme sera complété par les dispositions prises par l'entrepreneur pour assurer en dehors des heures de travaux, une permanence en personnel (encadrement et ouvriers) et en matériel suffisante pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident ou accident survenant du fait du chantier.

6.1. ORGANISATION DES SECOURS

6.1.1. Généralités

Les procédures de secours et d'évacuation en cas d'incendie doivent figurer sur le Plan Particulier de Sécurité et Protection de la Santé, être affichées dans les locaux du personnel.

6.1.2. Téléphone de secours – Moyens de communication

L'entrepreneur devra mettre à disposition sur le chantier un téléphone mobile permettant d'appeler les secours extérieurs en cas de nécessité. Pour tout usage de téléphone mobile, la performance du réseau sera vérifiée.

Ce téléphone devra clairement être signalé et permettre l'appel des numéros 15 et 112.

Une liste des différents numéros d'appel d'urgence sera affichée à côté du téléphone.

Des moyens de communication fiables doivent relier les postes de travail et les responsables de chantier situés à l'extérieur du site.

6.1.3. Instructions au personnel – Numéros d'appel des secours externes au chantier

L'entrepreneur doit donner les instructions relatives à la conduite à tenir en cas d'accident : Numéro d'appel des secours externes.

- Voir Annexe 2 -

Pour chaque appel, une personne devra être chargée d'aller au point de rencontre des secours pour attendre les pompiers et les guider sur le lieu de l'accident.

Les voies de circulation devront toujours être dégagées pour faciliter le déplacement des véhicules de secours.

6.1.4. Matériel de secours

Chaque Entreprise devra posséder, sur le site, au moins une trousse de premiers secours à adapter en fonction de l'effectif prévisible maximum du chantier (à vérifier périodiquement - et éventuellement à compléter – régulièrement et assurer le remplacement des produits périmés). Le jour de leur arrivée sur le chantier, les salariés seront informés de la localisation de ces trousse.

Quantité : au minimum une par entreprise et facilement accessible.

Le médecin du travail pourra proposer un contenu minimum de la trousse de secours en fonction des risques de l'entreprise.

6.1.5. Infirmerie

Il n'est pas prévu de personnel médical sur le chantier. Le personnel employé sur le site étant inférieur au seuil des deux cents personnes aucune infirmerie n'est installée sur le site.

6.1.6. Sauveteurs Secouristes du Travail

Chaque entrepreneur, conformément à la réglementation, devra dans ses équipes de travail assurer la présence permanente d'un sauveteur secouriste du travail pour vingt personnes ou un par équipe indépendante si l'effectif est inférieur à 20.

Chaque S.S.T doit être identifié par tout moyen :

(Exemple : autocollant sur casque de chantier, marquage sur le gilet de sécurité....).

Ils devront être présentés à tout nouveau travailleur sur le site.

L'entrepreneur doit prendre les dispositions nécessaires pour que chaque sauveteur secouriste du travail ait à sa disposition, en permanence, une trousse de premiers soins et une couverture de survie.

Un recyclage permanent (délai maximum de 2 ans), doit maintenir la motivation de ces secouristes et la qualité de leurs éventuelles interventions.

SE PROTEGER ET PROTEGER SA VICTIME

ALERTER

SECOURIR

6.1.7. Travail isolé

Les Entreprises prendront toutes les mesures nécessaires afin qu'aucun salarié ne travaille isolément en un point où il ne pourrait être secouru à bref délai.

Et plus particulièrement lors d'opérations ou travaux dangereux, nécessitant une surveillance :

- utilisation des équipements de travail servant au levage de charges ;
- travaux temporaires en hauteur sous EPI ;
- travaux sous tension ;

L'intervention ne devra jamais être effectuée par une personne seule, afin de pouvoir déclencher les secours dans un temps compatible avec la préservation de sa santé.

Le travailleur isolé du reste de l'équipe devra faire l'objet d'une surveillance directe (champ de vision) ou indirecte (moyen de communication)

6.1.8. Conduite à tenir en cas d'accident

En cas d'accident, l'entreprise concernée préviendra le Coordonnateur Sécurité et le Maître d'œuvre le plus rapidement possible (au plus tard sous 24 heures).

L'inspection du Travail, la C.A.R.S.A.T et l'O.P.P.B.T.P. doivent également être avisés dans les 48 heures.

Les entreprises devront, dans les 48 heures qui suivent tout accident du travail, communiquer au Coordonnateur le compte rendu relatant les circonstances de l'accident et les mesures prises pour éviter tout renouvellement du même accident.

6.2. ORGANISATION DE LA PROTECTION INCENDIE

Toutes les mesures de prévention contre l'incendie devront être respectées pour la protection des personnes et la préservation des biens.

Les Entreprises qui utiliseront des produits inflammables devront le mentionner dans leur Plan Particulier de Sécurité (fiches de données de sécurité des produits à annexer au P.P.S.P.S.).

Le stockage de ces produits sur le chantier est soumis à l'accord du maître d'Ouvrage, du Maître d'œuvre et du Coordonnateur Sécurité.

Les emballages combustibles seront évacués le plus rapidement possible par les Entreprises.

Les entreprises mettant en œuvre des produits inflammables devront procéder à une surveillance de l'ambiance de travail et mettre en place, si nécessaire, un dispositif de ventilation mécanique.

Elles devront également signaler la zone de travail à risque.

L'Entrepreneur devra disposer d'un équipement lui permettant de donner l'alerte notamment en cas de départ d'incendie. Le choix du matériel est laissé à la discrétion de l'Entrepreneur (émetteur radio, téléphone portable, etc.) mais il doit lui permettre d'alerter rapidement les secours.

L'Entrepreneur aura le devoir de donner l'alerte avant toute autre action.

Les entreprises qui effectueront des travaux par points chauds devront mettre en place, à proximité immédiate des postes de travail, des moyens de protection adaptés aux risques créés (extincteurs portatifs à eau pulvérisée en cours de validité et adaptés aux feux potentiels.

Des extincteurs seront également disposés :

- dans les locaux destinés au personnel,

Il relève de la responsabilité de chaque chef d'entreprise de former ses salariés à l'utilisation des extincteurs.

7. LES MODALITES DE COOPERATION ENTRE LES ENTREPRISES ATTRIBUTAIRES, EMPLOYEURS OU TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

7.1. NOTION IMPORTANTE

L'intervention du Coordonnateur Sécurité ne modifie en rien l'étendue des responsabilités qui incombent aux Entreprises en matière de sécurité et de protection de la santé.

La tenue des délais ne saurait en aucun cas être un motif d'infraction aux règles de sécurité.

Les Entreprises sont par conséquent tenues de prévoir et mettre en œuvre les moyens compatibles avec la sécurité et les délais.

7.2. MISSION ET AUTORITE DU COORDONNATEUR

Le cadre de la mission du coordonnateur de sécurité est défini notamment par l'article L. 4532-2 du Code du Travail. Les contenus de la mission sont définis, en particulier, par les articles R. 4532-11 à R. 4532-16 du Code du Travail.

Le coordonnateur S.P.S a libre accès au chantier.

Le coordonnateur S.P.S. doit informer le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre sans délai, et par tout moyen, de toute violation par les intervenants, des obligations réglementaires en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs sur les chantiers. En cas de danger grave et imminent menaçant la sécurité ou la santé d'un intervenant ou d'un tiers (tels que chute de hauteur, ensevelissement...), le coordonnateur S.P.S doit prendre les mesures nécessaires pour supprimer le danger. Il peut, à ce titre, arrêter tout ou partie du chantier.

L'entrepreneur titulaire donne suite, pendant toute la durée de l'exécution des prestations, aux avis, observations ou mesures préconisées en matière de Sécurité et de Protection de la Santé des travailleurs par le coordonnateur S.P.S.

Tout différend, entre l'entrepreneur titulaire et le coordonnateur S.P.S., est soumis à l'arbitrage du maître d'ouvrage.

7.3. ENTREPRISES DESIGNEES PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

Est désignée comme "Entreprise titulaire", l'entreprise qui obtient son contrat du Maître d'Ouvrage.

Toutes les entreprises ont l'obligation d'établir un plan particulier de sécurité protection de la santé et de le transmettre au coordonnateur de sécurité protection de la santé, dans le délai d'un mois à compter de la signature des marchés et préalablement à tous travaux. Le coordonnateur, en fonction de la nature des risques, demandera éventuellement à l'entreprise de diffuser son PPSPS aux organismes cités.

Dans le cas où un entrepreneur sous traite une partie du contrat conclu avec le Maître d'Ouvrage, il doit remettre au sous-traitant un exemplaire du présent PGC, ainsi que, si nécessaire, un document précisant les mesures d'organisation générales qu'il a retenues et pouvant avoir une incidence sur l'hygiène et la sécurité des travailleurs. Le sous-traitant devra être préalablement agréé par le Maître d'Ouvrage (rédaction d'un acte spécial de sous-traitance).

Au cas où l'entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il est tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de leur transmettre, sur leur demande, son propre PPSPS et les PPSPS établis par ses sous-traitants.

7.4. SOUS TRAITANTS ET TRAVAILLEURS INDEPENDANTS

Est considérée comme "Entreprise sous-traitante" l'entreprise qui obtient son contrat d'une entreprise ou société quelconque et non pas du Maître d'Ouvrage.

Application de la réglementation en matière de coordination Sécurité et Protection de la Santé, à savoir :

- Intégration du présent PGC dans les pièces de son marché et du PPSPS de l'entreprise titulaire en cas de sous-traitance.
- Réalisation, avec le coordonnateur SPS, le représentant de l'intervenant appelé à venir et le représentant de l'entreprise titulaire, d'une inspection commune des lieux d'évolution du nouvel intervenant, avant la remise du PPS et le début des travaux de l'intervenant.

C'est à l'entreprise titulaire, de demander le rendez-vous au le coordonnateur SPS :

- **Le P.V. de l'inspection commune est établi par le coordonnateur SPS et signé par les parties.**

Les travailleurs indépendants ou les employeurs exerçant eux-mêmes une activité sur le chantier sont assujettis:

- aux mesures générales de protection et de solidarité,
- aux modalités d'évaluation des risques pour la santé et la sécurité liés aux choix des procédés, des équipements de travail, des substances dans l'aménagement des lieux de travail, dans la définition des postes de travail,
- aux actions des Organismes Professionnels d'Hygiène et de Sécurité et des conditions de travail,
- aux règles relatives aux substances et préparations dangereuses,
- à la mise en place, à l'acquisition et à l'utilisation de matériel conforme,
- à mettre en œuvre, vis à vis des autres personnes intervenant sur le chantier, comme d'eux-mêmes, les principes généraux de prévention,
- au respect des décrets n° 95-607 et 95-608 du 6 Mai 1995.

Le Plan Général de Coordination leur est applicable en totalité.

Au préalable, l'entrepreneur devra avoir communiqué le PGC du chantier et son PPSPS à son sous-traitant et l'avoir informé de ses obligations.

Au cas où un entrepreneur aurait plusieurs sous-traitants, il serait tenu de leur communiquer dès la conclusion du contrat, les noms et adresses des autres sous-traitants et de transmettre sur leur demande les PPSPS établis par les autres sous-traitants

7.5. UTILISATION DE PERSONNEL INTERIMAIRE

Les entreprises employant du personnel intérimaire doivent s'assurer :

- que le personnel est apte à effectuer le travail auquel il est destiné (en particulier pour le port de charges lourdes),
- que le certificat d'aptitude médicale pour la profession déterminée a bien été délivré
- que l'intéressé est en règle au point de vue de carte de travail et carte de séjour,
- que le personnel a subi la formation à la sécurité (livret d'accueil et/ou fiches),
- que le personnel intérimaire justifiera des pièces de contrôle sous le nom de l'entreprise utilisatrice,
- qu'il possède un équipement de protection individuelle adapté aux travaux.

7.6. FORMALITES ADMINISTRATIVES

L'entrepreneur qui a l'intention de sous-traiter doit faire une demande d'agrément auprès du Maître d'Ouvrage.

Le sous-traitant ne peut intervenir sur le chantier que s'il a reçu cet agrément et fourni au coordonnateur S.P.S son P.P.S.P.S après avoir réalisé la visite d'inspection commune.

La Sous-Traitance est SOUMISE à l'ACCORD PRÉALABLE du MAÎTRE de l'OUVRAGE

AUCUN SOUS TRAITANT NE SERA ADMIS SUR LE CHANTIER SI PREALABLEMENT A SON INTERVENTION IL N'A PAS ETE AGREE PAR ME MAITRE D'OUVRAGE, N'A PAS EFFECTUE SON INSPECTION COMMUNE, N'A PAS REMIS SON PPSPS

Toute entreprise titulaire ou sous-traitante, quel que soit son rang, préalablement à l'élaboration de son PPSPS et à son intervention sur le chantier doit procéder à une visite d'inspection commune avec le coordonnateur SPS.

7.7. UTILISATION DE "PRESTATAIRE DE SERVICE "

Sont considérés comme Prestataire de service :

- a) tout intervenant qui intervient dans le cycle de production de l'entreprise avec laquelle il a contracté et qui, soit :
 - n'est pas indépendant dans l'organisation de son travail, (encadrement ou mode opératoire),
 - n'est pas indépendant dans la définition et l'utilisation des matériels de transformation ou de mise en œuvre,
 - ne restitue pas un produit fini,
- b) tout intervenant dont le contrat relève du domaine exclusif des prestations intellectuelles
- c) tout intervenant dont le contrat consiste à livrer, matériaux, matériels, produits finis ou semi-finis non élaborés dans l'emprise du chantier et dont la mise en œuvre interne au chantier ne sera pas réalisée par lui-même.

Sont donc considérés comme Prestataires de service entre autres :

- les sociétés de location de matériel, (avec ou sans chauffeur),
- les fournisseurs (carburants, matériels, béton, ...),
- les Géomètres, Bureaux d'études, Géotechnicien, Contrôle technique, ...

Application de la procédure particulière suivante :

- il convient de faire connaître au prestataire de services les obligations qui lui sont faites, par l'intégration du présent PGC, pour clarifier ses risques et devoirs dans sa commande.
- avant toute intervention, réalisation d'une visite préalable des lieux d'évolution, avec le représentant de l'entreprise titulaire. Au cours de cette inspection sont remis et expliqués le plan d'organisation des secours et les consignes générales de sécurité établis pour l'opération.
- un compte rendu de cette visite, signé des parties, est établi et transmis en copie sous 48 heures au coordonnateur SPS.

7.8. OBLIGATION DES ENTREPRISES

Dès la signature du marché, chaque entrepreneur désignera un responsable de chantier.

Il indiquera d'autre part l'organisation de l'entreprise pour assurer, en dehors des heures de travaux, une permanence en personnel d'encadrement, ouvriers et matériel suffisants pour parer d'une façon rapide et efficace à tout incident ou accident survenant du fait du chantier.

Tout représentant d'entreprise doit, avant de pénétrer sur le chantier, s'assurer que :

- le personnel destiné à pénétrer sur le chantier est correctement informé et formé,
- que ce personnel dispose des protections individuelles conformes et adaptées,
- que ce personnel dispose des consignes générales et particulières au chantier et adaptées à son intervention,
- que ce personnel est correctement informé de l'organisation des secours.

7.9. MODIFICATION DE PLANNING, MOYENS et MODES OPERATOIRES

Toute modification de planning, moyens et modes opératoires par rapport à la prévision initiale impose préalablement à toute action de vérifier si cette modification n'est pas de nature à modifier également **les risques de co-activités**, tant internes au marché qu'externes à celui-ci et d'en informer le coordonnateur SPS.

7.10. SUIVI DES ACCIDENTS DU TRAVAIL

Tout accident doit d'être signalé au coordonnateur SPS.

7.11. LOCATION DE MATERIEL (AVEC OU SANS CHAUFFEUR)

L'entreprise doit réceptionner le matériel à la livraison et s'assurer avant l'utilisation par ses salariés que :

- le matériel est conforme au contrat de location et les vérifications exécutées,

CAS D'UN ENGIN LOUE AVEC CHAUFFEUR

- Le conducteur d'engin devra disposer d'une autorisation de conduite délivrée par son employeur
- L'entreprise utilisatrice doit donner au conducteur d'engin qui intervient sur le chantier :
 - Les consignes et les instructions particulières propres au chantier (à formaliser par écrit)
 - Les équipements de protection individuelle

7.12. CONVENTIONS INTER-ENTREPRISES

Des conventions peuvent concerner l'ensemble des entreprises du Chantier (exemple : convention qui régit le compte "prorata») ou ne concerner que deux entreprises. (convention de mise à disposition de matériel ou d'engins).

Cas particulier des conventions de prêt de main d'œuvre :

En dehors des entreprises de travail temporaire, le prêt de main-d'œuvre qui aboutit à une opération à but lucratif est interdit entre les entreprises.

Le seul cas accepté est le prêt de personnel entre entreprises d'activité similaire ne prenant en compte que les charges relatives au personnel concerné.

Le prêt de main-d'œuvre doit faire l'objet d'un contrat. L'entreprise utilisatrice assurera la formation à la sécurité de ce personnel (information sur les circulations, accès, issues et dégagements, formation au poste de travail, conduite à tenir en cas d'accident ou de sinistre....).

Dans tous les cas, les conventions ne pourront entraver la bonne application des mesures décrites dans le présent P.G.C.

Dans tous les cas, les conventions ne pourront entraver la bonne application des mesures décrites dans le présent P.G.C.

7.13. PLAN PARTICULIER DE PROTECTION DE SECURITE ET DE PROTECTION DE LA SANTE

Tout intervenant classifié comme "Entreprise", "Sous-traitant" ou "Travailleur indépendant" remet au coordonnateur, après avoir obtenu le visa du représentant de l'entreprise titulaire, un PPSPS établi conformément aux dispositions de l'article R 4532-63 à 74.

Cette remise a lieu obligatoirement avant le début de l'intervention de l'entreprise concernée.

Le PPSPS est mis à jour par voie d'avenant, chaque fois que l'entreprise l'estime nécessaire pour la sécurité des entreprises environnantes, ou sur simple demande du coordonnateur SPS, de l'entreprise titulaire ou du Maître d'œuvre.

Rôle du P.P.S.P.S

Le P.P.S.P.S. est un outil de travail du chantier.

Il indique de manière détaillée toutes les dispositions et toutes les mesures relatives à la sécurité et à la protection de la santé des personnels pour tous les travaux que l'entrepreneur va exécuter, pour les risques générés du fait de ses travaux vis-à-vis des autres entreprises ainsi que des risques encourus du fait des travaux des autres entreprises.

Il doit être établi en tenant compte des données générales et particulières contenues dans le Plan Général de Coordination.

Le P.P.S.P.S. est destiné à servir de guide et d'aide-mémoire aux personnels d'encadrement et d'exécution qui l'utiliseront pour l'exécution de leurs tâches.

L'entrepreneur utilisera également son P.P.S.P.S. - en le commentant - pour assurer l'information et la formation à la sécurité de son personnel ainsi que de chaque nouvel arrivant sur le chantier.

7.13.1. Contenu du PPSPS

Le P.P.S.P.S. doit comporter au moins quatre parties et des annexes.

1ère partie : renseignements généraux

Renseignements concernant l'opération:

Nom et adresse du chantier, description sommaire de l'opération,

Noms et adresses du Maître d'Ouvrage, du ou des Maîtres d'œuvre, du Coordonnateur Sécurité et des Organismes Officiels de Prévention (D.D.E.T.S, C.A.R.S.A.T., O.P.P.B.T.P.)

Renseignements concernant l'Entreprise :

Raison sociale et coordonnées (adresse, n° de téléphone et de télécopie) de la société, noms des responsables des travaux (au siège et sur le chantier),

Nom du secrétaire du C.H.S.C.T. (ou à défaut, du représentant des Délégués du Personnel),

Nom et coordonnées du Médecin du Travail,

Nom et fonction de la personne ayant délégation de pouvoirs pour prendre, à tout moment, toutes décisions importantes au niveau exécution, hygiène et sécurité.

Renseignements concernant les travaux confiés à l'Entreprise :

Numéro et désignation du lot de travaux, phasage et description sommaires des travaux, lieux d'intervention (bâtiments, niveaux, etc.) avec indication des hauteurs de travail, dates et durée des travaux, effectif prévisionnel, horaires de travail.

2ème partie : dispositions en matière de secours et d'évacuation

Consignes de premiers secours : conduite à tenir en présence d'un blessé et d'un malade.

Liste des secouristes formés et recyclés avec indication des dates des formations et des recyclages.

Enumération du matériel médical existant sur le chantier :

Localisation de l'infirmerie, (s'il y a lieu)

Liste des matériels communs (nacelles, brancards, etc...)

Localisation et contenu de la boîte de premiers secours

Mesures prises pour assurer, dans les moindres délais, le transport vers un établissement hospitalier de toute victime d'accident semblant présenter des lésions graves : consignes pour l'appel des secours extérieurs.

Dispositions prévues pour l'évacuation en cas d'incendie, d'écroulement, etc. (formation du personnel, affichage, exercices périodiques, etc.).

3ème partie : hygiène des conditions de travail et des locaux destinés au personnel

Hygiène des conditions de travail et protection de la santé des personnels :

Nature des produits dangereux utilisés dans le chantier (les fiches de données de sécurité de ces produits seront annexées au P.P.S.P.S.) et mesures de prévention prévues en fonction de ces risques.

Hygiène des locaux destinés aux personnels :

Mention des installations prévues (vestiaires, réfectoires et sanitaires), énumération des moyens de lutte contre l'incendie disponible dans la zone cantonnement.

4ème partie : dispositions de sécurité et de protection de la santé

Mesures spécifiques prises par l'entrepreneur destinées à prévenir les risques découlant : De l'exécution par d'autres Entreprises de travaux dangereux pouvant avoir une incidence particulière sur la sécurité et la santé des travailleurs de l'Entreprise (ou du travailleur indépendant),
Des contraintes propres au chantier ou à son environnement, en particulier en matière de circulations ou d'activités d'exploitation particulièrement dangereuses.

Description des travaux et des processus de travail de l'Entreprise pouvant présenter des risques pour la sécurité et la santé des autres intervenants sur le chantier.

Dispositions à prendre pour prévenir les risques pour la sécurité et la santé que peuvent encourir les salariés de l'Entreprise lors de l'exécution de ses propres travaux.

Analyse détaillée :

⇒ des procédés de construction et d'exécution, des modes opératoires.

Enumération :

⇒ **des moyens d'approvisionnement (verticaux et horizontaux) prévus pour éviter**

Le recours à la manutention manuelle des charges par les travailleurs, des dispositions prises pour nettoyer les zones de travail et évacuer les gravats, des matériels de production, des installations de chantier (stockage, magasin, atelier, etc.), des dispositifs particuliers prévus pour la réalisation de l'opération.

Définition des risques prévisibles liés :

- aux modes opératoires,
- aux matériels, dispositifs et installations mis en œuvre, aux substances ou préparations utilisées,
- aux déplacements du personnel, à l'organisation du chantier.

Indication des mesures de protection collectives ou, à défaut, individuelles adoptées pour parer à ces risques ainsi que les conditions dans lesquelles sont contrôlés l'application de ces mesures et l'entretien des moyens matériels qui s'y rattachent.

Enoncé des mesures prises pour assurer la continuité des solutions de protection collective lorsque celles-ci requièrent une adaptation particulière.

Le MODE OPERATOIRE est une obligation réglementaire, il est obligatoirement intégré au PPSPS :

On appelle mode opératoire la représentation graphique d'une procédure de réalisation d'un ouvrage. Etablir un mode opératoire revient donc à transposer sur le papier le travail des ouvriers, en tous cas tel qu'il doit être fait pour respecter :

- 1. Leur propre sécurité et celle des autres**
- 2. Les « règles de l'Art » définies par les plans et les DTU**
- 3. Les cadences de travail imposées par le planning**
- 4. L'environnement**

L'EMPLOYEUR A UNE OBLIGATION DE RESULTAT.

Qui est responsable en cas de non-port des équipements de protection individuelle ?

Non port des équipements de protection individuelle (EPI) par le travailleur : qui est responsable en cas d'accident ?

La jurisprudence rappelle que le chef d'entreprise doit veiller à l'application des règles de sécurité dans son entreprise.

L'employeur est soumis à une obligation de sécurité très exigeante puisqu'elle porte sur une obligation de résultat, en effet la préservation effective de la santé et de la sécurité du salarié est placée sous son autorité.

Il est alors naturel que l'employeur puisse en contrepartie faire usage de son pouvoir disciplinaire en cas de manquements de ses salariés aux consignes de sécurité.

Obligations de l'employeur :

L'employeur, a une obligation générale de sécurité à l'égard de ses salariés. Il doit prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses travailleurs. Ces mesures comprennent notamment :

- des actions de prévention des risques professionnels,*
- des actions d'information et de formation,*
- la mise en place d'une organisation et de moyens adaptés*

(C. du travail, art. L. 4121-1).

Les équipements de protection individuelle (EPI) :

L'article R4321-4 du Code du Travail, stipule que « *L'employeur met à la disposition des travailleurs, en tant que de besoin, les équipements de protection individuelle appropriés et, lorsque le caractère particulièrement insalubre ou salissant des travaux l'exige, les vêtements de travail appropriés. Il veille à leur utilisation effective.* »

D'après les principes généraux de prévention tirés des articles L. 4121-1 à L. 4121-5 du Code du travail, **l'employeur a une obligation de résultat en matière de protection de la santé et de la sécurité de ses salariés.**

Ainsi, si à l'issue de l'analyse de sécurité sur un poste de travail, un EPI est rendu obligatoire, l'employeur doit :

- mettre à disposition l'EPI adéquat aux salariés concernés,
- informer les salariés concernés sur l'obligation de port effectif de ces équipements par le biais du règlement intérieur ou de consignes écrites portées à l'attention du personnel concerné,
- s'assurer auprès de ces mêmes personnes que l'équipement est effectivement porté,
- informer les salariés sur les sanctions dont ils sont passibles en cas de non-observation de ces obligations.

OBLIGATION DE RESULTAT SUR LE PORT DES EPI POUR LE CHEF D'ENTREPRISE :

L'employeur est tenu par la loi de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de ses salariés (*article L. 4121-1 du Code du travail*).

L'employeur ne doit pas seulement diminuer le risque, mais l'empêcher. Cette obligation est une obligation de résultat (Cour de cassation, chambre sociale, 22 février 2002, pourvoi n° 99-18389), c'est-à-dire qu'en cas d'accident ou de maladie liée aux conditions de travail, la responsabilité de l'employeur pourra être engagée.

Par ailleurs, l'employeur est tenu de tenir compte des capacités des salariés avant de leur confier des tâches (*article L. 4121-4 du Code du travail*).

Le salarié peut réclamer des dommages et intérêts lorsqu'il a été victime d'une maladie professionnelle ou d'un accident du travail, sans avoir à rapporter la preuve de la faute de l'employeur. Il suffit de démontrer l'existence de la maladie professionnelle (*Article R461-3 Annexe II du code de la sécurité sociale*) ou de l'accident du travail dont

Annexes :

Des plans indiquant la localisation du chantier, les accès pour le personnel et les livraisons, l'emplacement des installations de chantier, des cantonnements, etc.

La copie de l'affiche relative aux consignes pour l'appel des secours extérieurs.

Des schémas et croquis détaillés représentant des phases de travail ou des opérations particulières, avec indication des matériels utilisés et des dispositifs de protection ; si ces croquis ne sont pas à l'échelle, ils devront être cotés.

Les fiches de données de sécurité des produits dangereux utilisés.

Les notices ou descriptifs sommaires des matériels mis en œuvre (machines, engins, nacelles, plates-formes élévatrices, échafaudages, etc.).

Un tableau récapitulatif indiquant, pour chaque matériel, les dates des vérifications réalisées par les organismes agréés.

7.13.2. Transmission et diffusion des PPSPS

L'entrepreneur dispose de **trente jours à compter de la réception du contrat signé par le Maître de l'Ouvrage** pour établir et remettre son P.P.S.P.S. au Coordonnateur Sécurité.

D'un autre côté, chaque Entreprise devra fournir son P.P.S.P.S. au Coordonnateur Sécurité avant le début de ses travaux. De plus, en fonction de la consistance du P.P.S.P.S., le Coordonnateur pourra le refuser en justifiant toutefois, par écrit, sa décision. L'entrepreneur concerné sera alors tenu de modifier et de compléter son P.P.S.P.S. en tenant compte des demandes du Coordonnateur.

Le P. P. S. peut être consulté pour avis, avant toute intervention sur le chantier, par le médecin du travail ainsi que par les membres du CHSCT (ou, à défaut, les délégués du personnel) de l'Entreprise.

L'entrepreneur chargé du gros œuvre ainsi que celui appelé à exécuter des travaux présentant des risques particuliers entrant dans la liste prévue à l'article L.235-6 du Code du Travail, adresse aux organismes officiels de prévention (Inspecteur du Travail, C.R.A.M., O.P.P.B.T.P.), avant toute intervention sur le chantier, un exemplaire du PPSPS auquel sont joints les avis cités ci-dessus, s'ils ont déjà été donnés. Dans le cas contraire ces avis seront transmis par l'entrepreneur dès qu'il en est saisi.

Un exemplaire à jour du P.P.S.P.S. est tenu en permanence sur le chantier. Cet exemplaire peut être consulté par les membres du CSE ou, à défaut, les délégués du personnel, le médecin du travail, l'inspecteur du travail, le représentant du service de prévention de l'organisme de sécurité sociale compétent en matière de prévention des risques professionnels et l'agent l'O.P.P.B.T.P.

L'entrepreneur le tient constamment à la disposition de l'inspection du travail.
Il devra être conservé par l'entrepreneur pendant cinq ans à compter de la réception de l'ouvrage.

SOUS-TRAITANT

Le sous-traitant tient compte dans l'élaboration de son P.P.S.P.S. des informations fournies par l'entrepreneur ainsi que des dispositions contenues dans le P.G.C.

Le sous-traitant doit disposer de **trente jours à compter de la réception du contrat** signé par l'entrepreneur pour établir le P.P.S.P.S. Ce délai est ramené à huit jours pour les travaux du second œuvre.

TRAVAILLEUR INDEPENDANT

Il a pour obligation de remettre un P.P.S.P.S au Coordonnateur ;
Il est soumis au respect des décrets n°95-607 et 95-608 du 6 mai 1995

7.13.3. Evolution des PPSPS

Au cours du déroulement du chantier, certaines mesures initialement prévues par l'entrepreneur peuvent s'avérer insuffisantes, inapplicables ou remplaçables. Dans ce cas, l'entrepreneur devra indiquer dans un additif à son P.P.S.P.S., les dispositions de sécurité d'une efficacité au moins équivalente qui seront mises en œuvre. Ces substitutions seront portées à la connaissance du Coordonnateur sécurité ainsi qu'aux autres destinataires du P.P.S.P.S. (organismes de prévention, utilisateurs, etc.).

7.13.4. Pénalités

L'intervention sur le chantier sans diffusion du PPSPS au Coordonnateur Sécurité pourra entraîner l'application des pénalités (article L.4744-5) pour non remise de document, et l'expulsion immédiate du chantier pour l'entreprise concernée.

S'il s'agit d'un sous-traitant, la pénalité sera appliquée à l'entreprise principale (entreprise ayant sous- traité ses travaux) et le sous-traitant sera expulsé.

Ces pénalités seront appliquées en cas de non transmission dans les délais fixés par le Coordonnateur Sécurité :

d'un PPSPS modifié suite aux observations du Coordonnateur,
d'un additif au PPSPS (interdiction de débiter les travaux concernés par l'additif).

RAPPEL de l'ARTICLE L4744-5 du Code du Travail :

Le fait pour l'entrepreneur de ne pas remettre au maître d'ouvrage ou au coordonnateur le plan particulier de sécurité et de protection de la santé des travailleurs prévu à l'article L. 4532-9 est puni d'une amende de 9 000 euros.

La récidive est punie d'un emprisonnement d'un an et d'une amende de 15 000 euros. La juridiction peut, en outre, prononcer les peines prévues à l'article L. 4741-5.

7.14. CHANTIER SOUMIS A LA CONSTITUTION D'UN COLLEGE INTERENTREPRISES DE SECURITE, SANTE ET DES CONDITIONS DE TRAVAIL - C.I.S.S.C.T. -

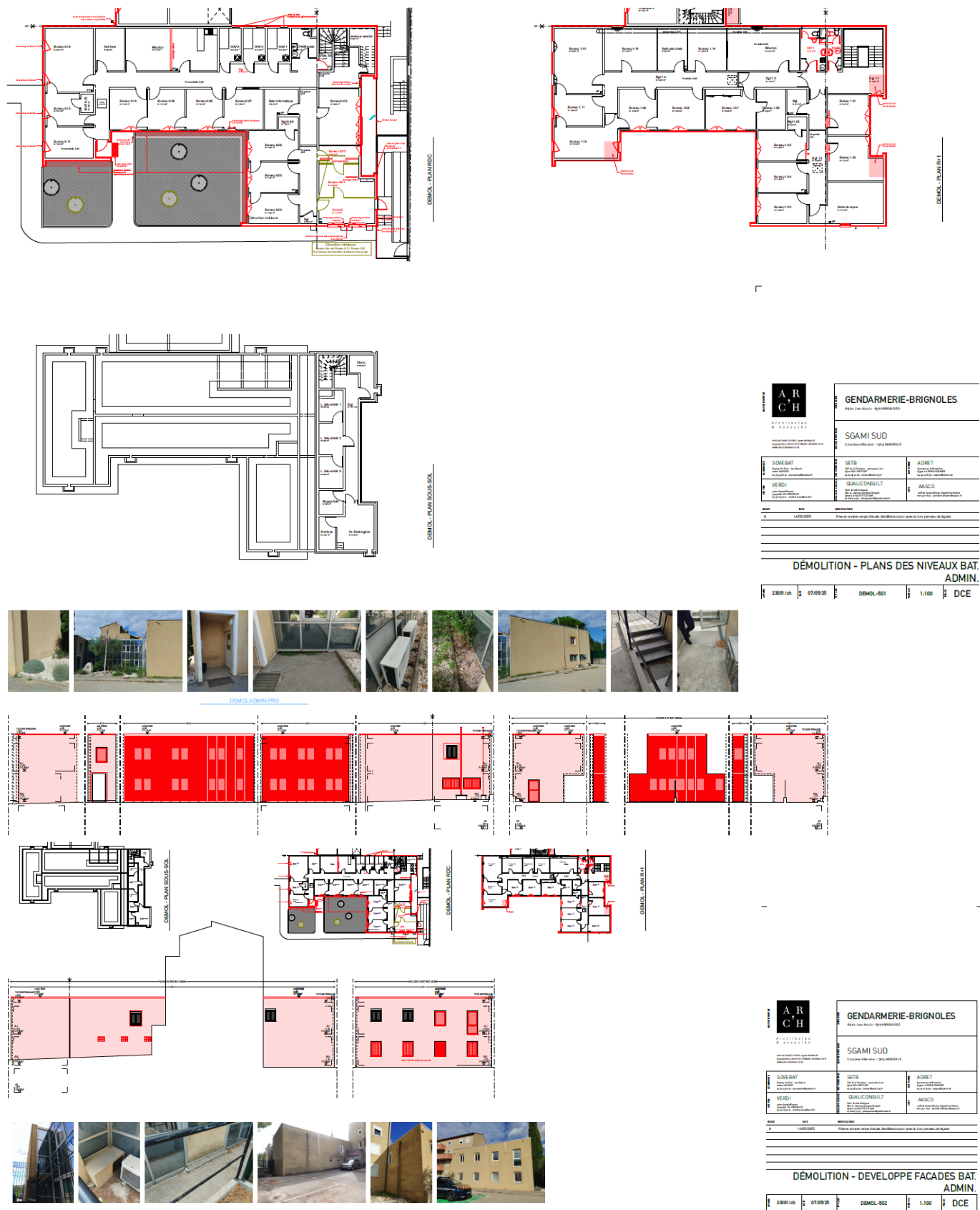
L'opération étant classée en catégorie 2, le C.I.S.S.C.T. n'est pas requis.

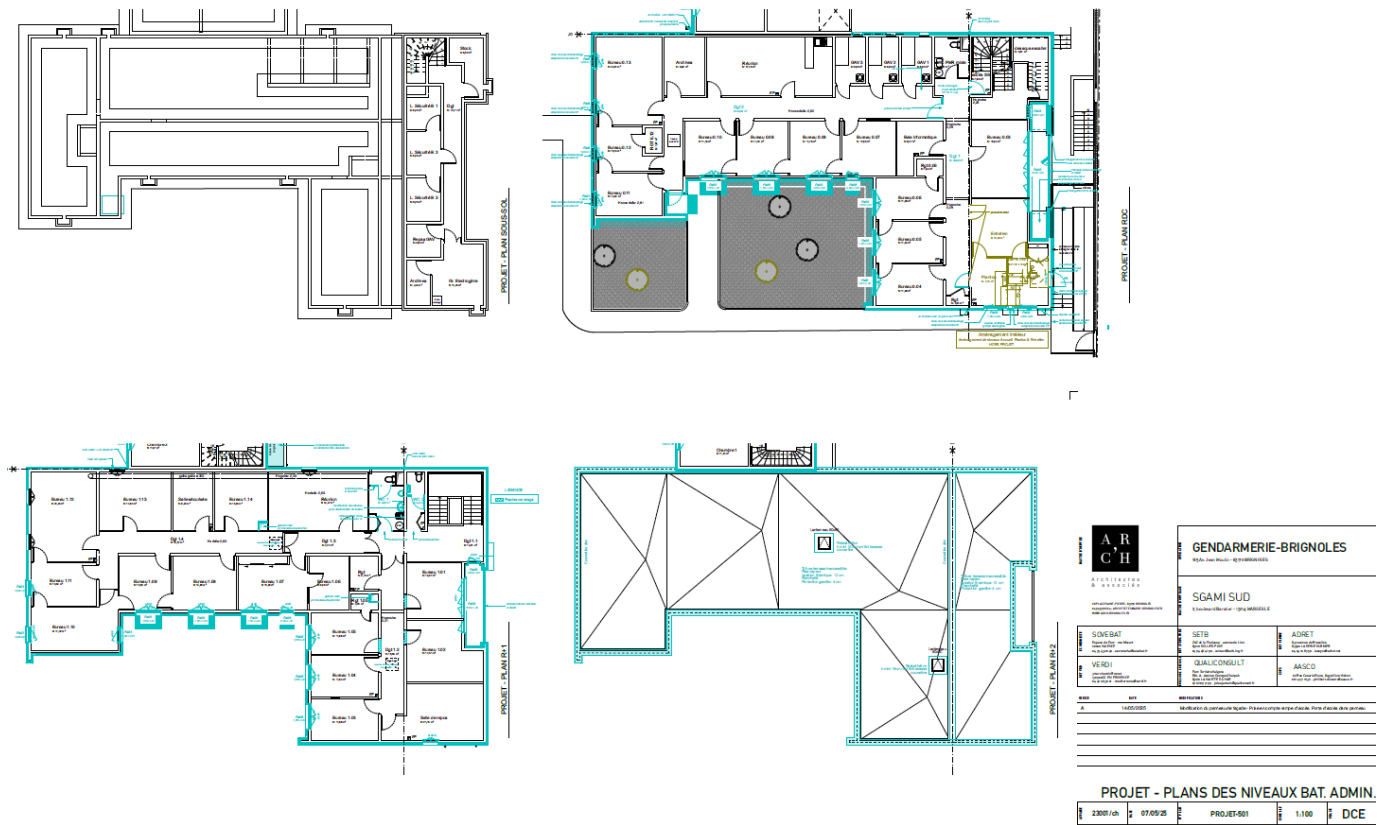
LA MISE A JOUR DU PRÉSENT PLAN GÉNÉRAL DE COORDINATION EST RÉDIGÉ EN PHASE CONCEPTION.
IL EST SUSCEPTIBLE D'ÉVOLUER AU FUR ET MESURE AU COURS DU TEMPS ET DE LA REALISATION DES
OUVRAGES

Fait le 17/06/2025
Coordonnateur S.P.S.
Philibert SILVESTRO

AASCO MEDITERRANEE
42 Av. Maréchal Foch
06000 NICE
Tél : 04 90 28 71 56
Port : 06 14 27 16 32
789 249 745 RCS NICE

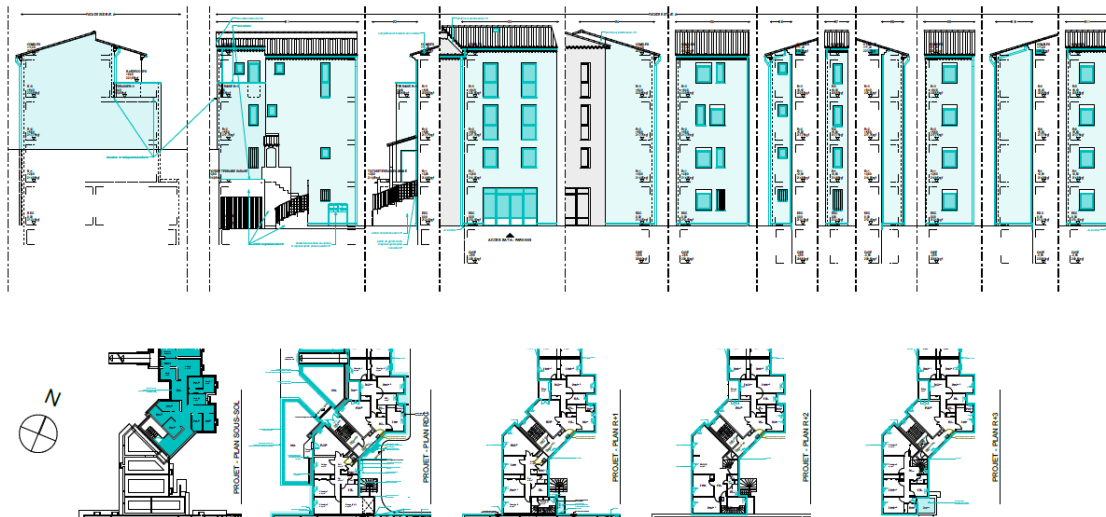
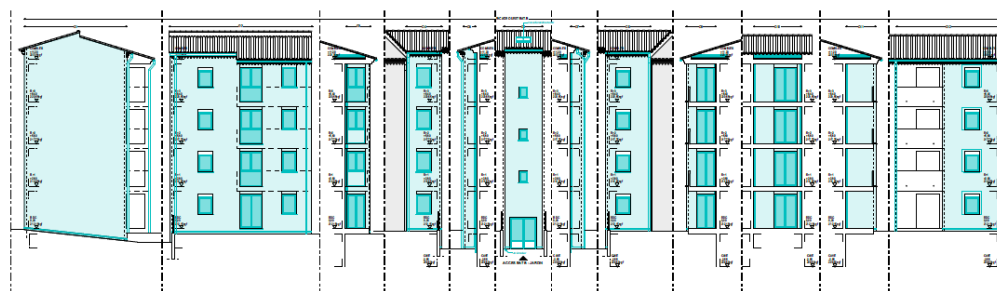
Implantation des travaux principaux

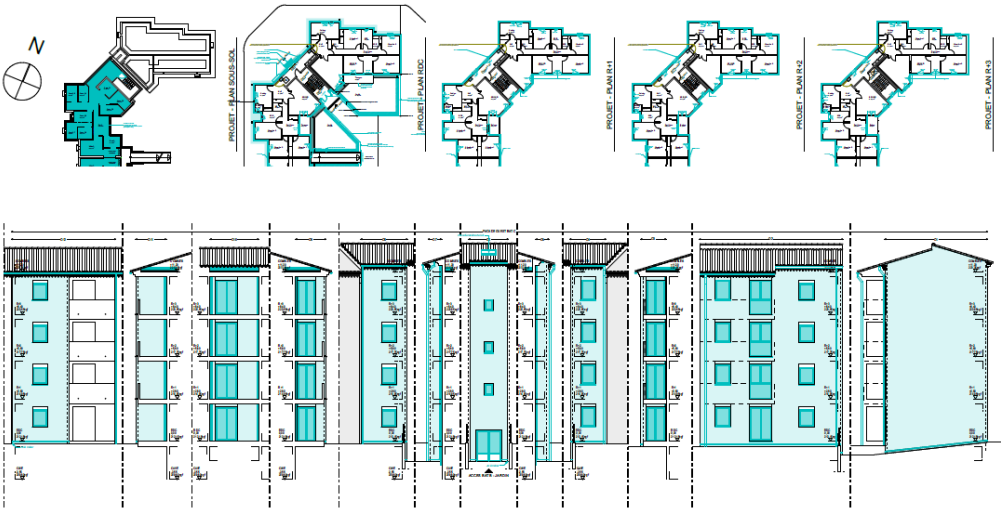








GENDARMERIE-BRIGNOLES Région Occitanie - 31000 BRIGNOLES		SGAMI SUD Société par Actions Simplifiée - 31000 BRIGNOLES	
PROJET Rénovation thermique et rénovation de la caserne	SETI Service Technique de l'Etat	ADMET Association pour le Développement de la Maintenance et de l'Entretien des Travaux	
VERSI Version 1.0	QUALICO Qualité de l'Construction	AASCO Association pour l'Amélioration de la Sécurité et de la Qualité de la Construction	
PROJET Rénovation thermique et rénovation de la caserne	PROJET Rénovation thermique et rénovation de la caserne	PROJET Rénovation thermique et rénovation de la caserne	PROJET Rénovation thermique et rénovation de la caserne
PROJET - PLAN RDC Sols et Faux-Plafonds BAT. ADMIN.			
22/05/25	07/05/25	PROJET-903	1/100

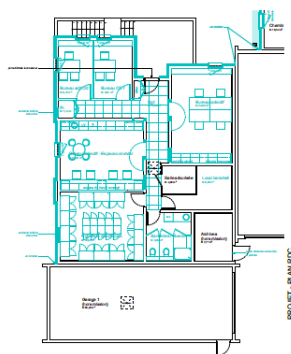
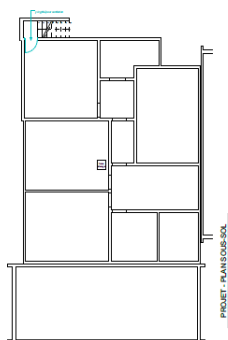
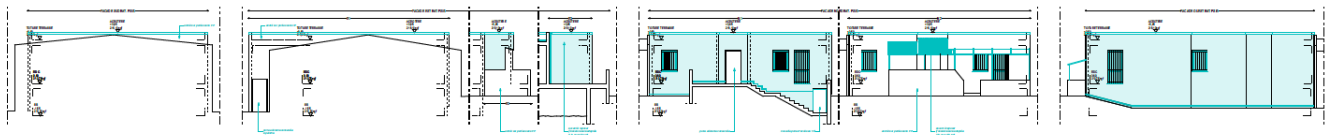
[illegible][illegible]




 <p>ARCHITECTURE A R C H ARCHITECTES 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>		<p>GENDARMERIE-BRIGNOLES RUE DE LA REPUBLIQUE - 83100 BRIGNOLES</p>		
<p>SGAMI SUD 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>		<p>SGAMI SUD 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>		
<p>SOUVBAT RUE DE LA REPUBLIQUE - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>	<p>SETD RUE DE LA REPUBLIQUE - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>	<p>ADRET RUE DE LA REPUBLIQUE - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>		
<p>VERDI RUE DE LA REPUBLIQUE - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01</p>				
<p>DEVELOPPE DES FACADES BAT. C</p>				
2008/14	07/10/24	PROJ-302	1,100	APD



 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01		GENDARMERIE-BRIGNOLES Mlle Jean-Marie - 0478500000	
SGAMI SUD 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01		SGAMI SUD 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES	
SOUVBAT 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01	SETD 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01	ADRET 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01	
VERDI 10 rue de la République - 83100 BRIGNOLES 04 78 50 00 00 - 04 78 50 00 01			
DEVELOPPE DES FACADES BAT. D			
23007/145	07/10/24	PROJET-402	1.100, 1.250
			APD



	<div style="text-align: center;"> <h2 style="margin: 0;">GENDARMERIE-BRIGNOLES</h2> <p style="margin: 0;">(N° de dossier : 07/010/024)</p> <h3 style="margin: 10px 0 0 0;">SGAMI SUD</h3> <p style="margin: 0;">3 bis rue de l'Alcazar - 07100 BRIGNOLES</p> </div>
PROJET 1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12 13 14 15 16 17 18 19 20 21 22 23 24 25 26 27 28 29 30 31 32 33 34 35 36 37 38 39 40 41 42 43 44 45 46 47 48 49 50 51 52 53 54 55 56 57 58 59 60 61 62 63 64 65 66 67 68 69 70 71 72 73 74 75 76 77 78 79 80 81 82 83 84 85 86 87 88 89 90 91 92 93 94 95 96 97 98 99 100 101 102 103 104 105 106 107 108 109 110 111 112 113 114 115 116 117 118 119 120 121 122 123 124 125 126 127 128 129 130 131 132 133 134 135 136 137 138 139 140 141 142 143 144 145 146 147 148 149 150 151 152 153 154 155 156 157 158 159 160 161 162 163 164 165 166 167 168 169 170 171 172 173 174 175 176 177 178 179 180 181 182 183 184 185 186 187 188 189 	

8. ANNEXES

☐ **ANNEXE 1 : Appel des secours**

☐ **ANNEXE 2 : Modèle de fiche d'accueil**

☐ **ANNEXE 3 :**

⇒ **Diagnostics Amiante**

Lien de téléchargement de tous les diags amiante :

<https://cloud-nice.aasco.fr/index.php/s/HTocwDG9ri5Gjsr>

⇒ **Diagnostics Plomb**

Lien de téléchargement de tous les diags plomb :

<https://cloud-nice.aasco.fr/index.php/s/m6E3KbBCMyZFkek>

En cas d'accident

Appelez le sauveteur secouriste du travail qui,
après avoir examiné la victime, vous demandera d'appeler les secours.

Téléphonez



ou



DEPUIS UN TEL. PORTABLE

et dites...

1 Ici chantier

Chantier CASERNE DE LA GENDARMERIE DE BRIGNOLES

- le lieu précis (Bâtiment principal, étage....)

Téléphone (indiquer le téléphone du Chef de chantier)

2 Précisez la nature de l'accident Par exemple : éboulement, asphyxie, chute...

... et la position du blessé (par exemple : le blessé est au sol, dans une fouille...)

... et s'il y a nécessité de dégagement.

3 Signalez le nombre de blessés et leur état

Par exemple : trois ouvriers blessés dont un saigne et un ne parle pas.

4 Décrivez l'intervention du secouriste

Par exemple : premiers soins, bouche à bouche...

5 Fixez un point de rendez-vous et envoyez quelqu'un à ce point pour guider les secours.

6 Faites répéter le message. Ne raccrochez jamais le premier.

SAUVETEURS SECOURISTES DU TRAVAIL :

une liste à jour mentionnant leurs noms doit être affichée sur le chantier.
Les sauveteurs secouristes du travail sont reconnaissables au logo placé sur leur casque ou sur leur tenue de travail.



FICHE D'ACCUEIL

Cette fiche est établie sous la responsabilité de l'employeur dès l'arrivée du travailleur sur son nouveau lieu d'activité ou à son nouveau poste (art. L.4141-2 du Code du travail).

cachet de l'entreprise

LE TRAVAILLEUR

Nom Prénom

Qualification

Affectation Date

Statut ☐ CDI ☐* CDD ☐* Stagiaire ☐* Intérimaire ☐ Autre

* Les travailleurs précaires (CDD, stagiaires, intérimaires, apprentis) doivent recevoir une formation renforcée à la sécurité et ne pas être affectés aux travaux interdits par le Code du travail.

Aptitude médicale Restrictions éventuelles
oui ☐ non ☐

Autorisations - Habilitations

Autorisation de conduite :

- ☐ Permis de conduire
- ☐ Engins de chantier
- ☐ Appareils de levage de charges
- ☐ Plate-forme élévatrice mobile de personnes

☐ Habilitation électrique

☐ Autres

Formations spécifiques

- ☐ Sauveteur-secouriste du travail
- ☐ Amiante
- ☐ Utilisation des extincteurs
- ☐ Autres
- ☐ Montage-démontage d'échafaudage
- ☐ Formation au port des EPI (protection respiratoire, système antichute...)

FORMATION AU POSTE DE TRAVAIL

Remise et présentation du livret d'accueil : oui ☐ non ☐

CONDITIONS DE CIRCULATION

Visite des lieux de travail effectuée : oui ☐ non ☐

Emplacement des installations d'accueil :

Accès et cheminements piétons :

Accès et cheminements engins :

EXÉCUTION DES TRAVAUX

Travaux à réaliser :

Moyens d'exécution et protections collectives :

Consignes particulières de sécurité :

Équipements de protection individuelle remis en fonction de l'évaluation des risques :

- | | | |
|--|---|---------------------------------|
| <input type="checkbox"/> Casque | <input type="checkbox"/> Masque de soudeur | <input type="checkbox"/> Autres |
| <input type="checkbox"/> Masque antipoussières | <input type="checkbox"/> Gants | <input type="text"/> |
| <input type="checkbox"/> Chaussures de sécurité | <input type="checkbox"/> Protecteur antibruit | |
| <input type="checkbox"/> Masque antigaz | <input type="checkbox"/> Lunettes | |
| <input type="checkbox"/> Vêtements de protection | <input type="checkbox"/> Système antichute | |

DISPOSITIONS EN CAS D'ACCIDENT

Secouriste(s) présent(s) sur le chantier :

M.

M.

M.

M.

M.

Emplacement du moyen d'appel :

Présentation de l'affiche « En cas d'accident » : oui ☐ non ☐

Fait à

Le responsable hiérarchique

Nom

Prénom

Fonction

Signature

le

Le collaborateur

Nom

Prénom

Fonction

Signature